

CAHIER DU RETEX



RECHERCHE

ORYX : UN SUCCÈS MÉCONNU (1992-1994)



CDEF Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces
DREX Division Recherche
et Retour d'Expérience



FÉVRIER 2014

Les cahiers du RETEX contribuent à la réflexion sur les grandes problématiques qui intéressent aujourd'hui l'armée de Terre française et viennent nourrir les travaux de doctrine.

Ils se déclinent en quatre collections complémentaires :

La collection « **opérations** »

Elle regroupe les synthèses thématiques liées à un théâtre d'opération ou à une fonction opérationnelle, ainsi que les recueils d'enseignement tactiques au format poche.

La collection « **exercices** »

Elle publie les rapports d'analyse après action (3A) des exercices de niveau corps à brigade.

La collection « **recherche** »

Elle publie des travaux à caractère historique ou exploratoire qui visent à éclairer une problématique particulière de l'emploi des forces. Ils suivent le plus souvent une méthodologie de recherche universitaire. Confiés à des officiers de réserve ou des stagiaires, ils ne constituent pas un document officiel.

La collection « **rapports** »

Elle publie des études notamment celles menées à partir de témoignages de chefs en opérations suivant la technique de l'interview d'autorité.

Illustration de couverture :

SOMALIE : Patrouille à pied par la brigade de soldats français de l'ONUSOM II en poste à Baidoa (novembre-décembre 1993)

[Crédits : (c) Xavier Pellizzari/ecpad]

ORYX : Un succès méconnu

(1992-1994)

GÉNÉRALITÉS SUR LE RETEX DE L'ARMÉE DE TERRE

Sous pilotage de l'EMAT, le CDEF coordonne le retour d'expérience de l'armée de Terre.

Les enseignements développés dans ce cahier sont directement tirés de l'analyse du RETEX assurée par le CDEF à partir des comptes rendus de fin de mission.

Son but est de mettre à disposition des cadres du RETEX directement exploitable par les forces, en complément de la doctrine d'emploi tactique des unités en vigueur.

L'envoi systématique au CDEF de tous les CRFM est donc une nécessité pour qu'ils soient analysés et que des mesures pratiques en découlent, notamment leur large diffusion.

Ce RETEX est mis en ligne sur le site du CDEF dans la rubrique CDEF/RETEX, cahiers du RETEX, collection Recherche.

Étude réalisée par Antonin TISSERON, réserviste affecté au CDEF,
sous la direction du colonel Michel GOYA
chef du Bureau Recherche/DREX/CDEF

CDEF/DREX/B. RECH - 1 place Joffre - 75 007 PARIS

Pnia : 821 753 81 65 - Tél. : 01 44 42 81 65 -

Fax : 01 44 42 42 66 - www.cdef.terre.defense.gouv.fr

Courriel : michel.goya@intradef.gouv.fr

RÉSUMÉ

Un an après l'offensive victorieuse contre les troupes de Saddam Hussein pour libérer le Koweït, la communauté internationale s'engageait en Somalie pour y rétablir la paix. La suite est connue : en octobre 1993, les États-Unis perdent deux hélicoptères UH-60 et 18 soldats de leurs forces spéciales, puis ils se retirent, suivis par les autres contingents et les Nations unies. L'engagement américain ne saurait toutefois résumer à lui seul l'intervention internationale de 1992-1995. Des soldats pakistanais, malais, italiens, marocains, et français sont présents sur place, sous mandat de l'ONU dans le cadre des opérations ONUSOM I (24 avril 1992-26 mars 1993), Restore Hope et ONUSOM II (26 mars 1993-2 mars 1995).

L'opération Oryx, qui démarre en décembre 1992 avec l'envoi de 2 000 hommes en Somalie et se termine un an plus tard avec le départ des dernières forces combattantes, comporte deux grandes phases.

- Durant la première, les forces françaises interviennent dans le cadre de Restore Hope dans le Bakool, dans la partie nord de l'interfluve entre le Shabelle et la Jubba, où sont estimées être regroupées 20 000 personnes dont la moitié de réfugiés. La région, frontalière avec l'Éthiopie, est stratégique car servant au transit de rebelles, troupes gouvernementales et islamistes. Les soldats français quadrillent le secteur, contrôlent les axes importants, protègent les convois, mais aussi surveillent la distribution de nourriture et participent à la réhabilitation des infrastructures de base.

- Dans un second temps, sur la demande de l'État-major des Armées et malgré une réduction importante des effectifs à 1 100 hommes en raison des besoins d'autres théâtres extérieurs, les éléments français prennent en charge dans l'ONUSOM II la région de Baydoa, plus vaste que le Bakool. En raison de l'insécurité, la plupart des moyens disponibles sont d'abord consacrés à la lutte contre les groupes armés. Dans les villes, une présence permanente est installée tandis que, dans le bush, patrouilles, escortes, embuscades et coups de main se succèdent. Progressivement, avec le contrôle des principaux bourgs et axes, l'accroissement des effectifs grâce à l'adjonction de contingents alliés, le renforcement des forces de sécurité locales et le désarmement des gardes armés, la sécurité s'améliore et l'effort principal est basculé sur la reconstruction politico-administrative.

Le bilan de l'opération Oryx est considéré comme positif. L'approche française reposant sur une organisation décentralisée du commandement et un éparpillement des unités a permis de réduire efficacement l'insécurité tout en rapprochant Français et Somaliens, contribuant à instaurer une certaine confiance. On discute, s'écoute, œuvre de conserve, avec d'autant plus de facilité que les soldats français prépositionnés à Djibouti connaissent la région et ses habitants. « *Le départ du contingent français, affirmait d'ailleurs le 10 septembre 1993 le général turc Çevik Bir à la tête de l'ONUSOM II, c'est une perte de 50 % pour l'exécution de la mission de l'ONU, alors qu'il ne comprend que douze cent hommes sur les vingt-cinq mille de l'ONUSOM I* ».

Si l'opération *Oryx* apparaît comme un succès, il n'en reste pas moins que ses leçons préfigurent les engagements des années suivantes. D'un point de vue organisationnel, les officiers français sont confrontés à la difficulté de commander des unités provenant de régiments d'origine diverses. Bien que chacun ait été formé aux mêmes procédures, la cohésion et l'esprit d'équipe ne s'obtiennent qu'avec le temps. Un délai de rodage s'impose donc, exigeant pour le commandement, mais avec in fine un amalgame entre professionnels et volontaires pour un service long qui ne pose aucune difficulté particulière comme en témoignent les combats dans les rues de Mogadiscio en juin 1993. D'autre part, l'intervention en Somalie est d'un type nouveau par rapport aux interventions africaines françaises post-décolonisation ou encore à celles menées par l'ONU. Missions humanitaires et missions militaires s'interpénètrent et, surtout, le résultat de la contribution française dépend d'acteurs sur lesquels, finalement, le contingent français a relativement peu de prises non sans préfigurer, plus de dix ans plus tard, l'expérience irakienne des forces britanniques dans Bassora.

Lorsque les derniers contingents internationaux partent, rien n'a en effet été réglé ou presque. Les maladroites d'une partie des acteurs onusiens, la cacophonie entourant l'intervention internationale et le glissement du sens de l'opération n'ont pas permis de mettre fin aux logiques conflictuelles dans le pays. Prise entre les Nations unies et l'omniprésence d'un acteur américain qui avance à son rythme et impose son tempo, en particulier lors d'ONUSOM II, la France ne peut remettre en cause les errements de l'organisation

internationale et d'une superpuissance en position hégémonique auréolée de sa victoire sur l'Union soviétique. ONUSOM II glisse ainsi en une campagne de lutte contre les chefs de guerre, à commencer par le général Aydid. Le péché originel de l'intervention internationale en Somalie consistant à soutenir l'une des factions n'est pas loin mais, à la faveur de la mainmise américaine sur l'opération et des changements d'équipe, la dérive s'accélère. Quant à Aydid, il reconstitue progressivement autour de lui les solidarités claniques traditionnelles en désignant l'étranger comme l'ennemi, et en mobilisant les liens traditionnels et les sentiments xénophobes.

Sur le plan politique, au moment du départ des derniers contingents de l'ONUSOM II en 1995, la maîtrise des événements retombe entre les mains des principaux chefs de faction. Cependant, l'instabilité de leurs alliances, le désarroi social des populations et surtout l'appauvrissement résultant du départ des soldats étrangers entraîne leur discrédit au profit de trois autres composantes : les autorités traditionnelles garantes du droit coutumier, les hommes d'affaires aux relations avec la diaspora, et une troisième force qui habille de religion son activité commerçante. La bascule du pouvoir n'est pas immédiate mais les Tribunaux islamiques, réponses locales à l'insécurité autour des anciens de clans et d'autres acteurs, sont en gestation. En attendant, le glissement s'opère vers toutes les délinquances économiques, tandis que les chefs de guerre sont peu à peu remplacés par des gangs ne portant aucun projet politique pour l'avenir de la Somalie.

SUMMARY

One year after the successful offensive to free Kuwait from Saddam Hussein's troops, the international community sent troops to Somalia to restore peace. The outcome is well known : in October 1993, the United States lost two UH-60 helicopters and 18 soldiers from their special forces. They withdrew their troops, followed by the other contingents and the United Nations. The Americans were not alone, however, in the international intervention of 1992-1995. Soldiers from Pakistan, Malaysia, Italy, Morocco and France were also present, under a UN mandate for Operations ONUSOM I (24th April 1992 to 26th March 1993), Restore Hope and ONUSOM II (26th March 1993-2nd March 1995).

Operation Oryx, which began in December 1992 with the dispatching of 2,000 men to Somalia and ended one year later with the departure of the last combatant troops, was comprised of two main phases.

- During the first phase, the French forces took part in Operation Restore Hope in Bakool, at the northern section of the interfluvium between the rivers Shabelle and Jubba, where an estimated 20,000 people gathered, half of whom were refugees. The region shares a border with Ethiopia and is therefore a strategic point, as it is traversed by rebels, government troops and Islamists. The French soldiers gridded the area, controlling the major routes and setting up ambushes while hunting down armed groups and protecting convoys. They also supervised the distribution of food and took part in the restoration of basic infrastructures.
- During the second phase, at the request of the Joint Staff and despite a significant reduction in numbers to 1,100 service members due to the needs of other overseas theaters, the French elements took charge of Baydo - a larger region than Bakool - as part of Operation ONUSOM II. Due to insecurity, most of the available assets were first dedicated to fighting armed groups. In towns, troops patrolled permanently ; in the bush, patrols, escorts, ambushes and raids were frequently carried out. Gradually, with control over the main towns and roads, increased manpower from extra allied contingents, the strengthening of local security forces and the disarming of armed guards, security improved and the main effort was turned to rebuilding the political and administrative systems.

Operation Oryx was considered a successful operation. The French approach, based on decentralized command and control and the dispersal of units, helped to efficiently reduce insecurity while bringing the French and Somali people closer together, helping build trust. They conversed, listening and working together, all of which was made even easier thanks to the knowledge of the region and its inhabitants gained by French soldiers already stationed in Djibouti. "The departure of the French contingent", declared Turkey's General Çevik Bir, commander ONUSOM II, on September 10th 1993, "will reduce the execution of the UN mission by half, even though it is only twelve hundred troops out of the twenty-five thousand that make up ONUSOM II."

Operation Oryx appeared to be a success, and the lessons learned foreshadowed the commitments of the following years. From an organizational perspective, the French officers were faced with the difficulty of commanding units from a variety of different battalions. Although each was trained for the same procedures, the cohesion and team spirit could only be achieved over time. A “breaking-in” period was therefore necessary, highly demanding for a commander but resulting in a mixture of professionals and long-term volunteers that did not pose any particular problems, as evidenced by the fighting in the streets of Mogadishu in June 1993. Furthermore, the intervention in Somalia was a new type of intervention, compared to the post-decolonization French interventions in Africa or even to UN-led interventions. Humanitarian and military missions intermingled and, more importantly, the result of the French contribution depended on actors over whom the French contingent had relatively little hold. This was not unlike the experience of the British forces in Basra, Iraq, over ten years later.

When the last international contingents left, there was still little or no solution to the conflict. The blunders made by some of the UN participants, the cacophony surrounding the international intervention and the shift in the direction the operation was taking were factors negatively affecting any end to the conflict in the country. Caught between the United Nations and the omnipresent American forces – who were taking things at their own pace, in

particular during ONUSOM II – France could not question the ways of the UN and a superpower in a dominant position with the crowning glory of its victory over the Soviet Union. ONUSOM II then became a campaign against war leaders, starting with General Aydid. The original fault with the international intervention in Somalia was supporting one of the factions, but thanks to the American grip on the operation and the changes of team, the drift continued. General Aydid gradually regained traditional clan support by designating the foreigner as the enemy and mobilizing traditional ties and xenophobic sentiment.

At the political level, when the last of the ONUSOM II contingents departed, the situation fell once more under the control of the main faction chiefs. However, the instability of their alliances, the social disarray among the population and most importantly the increased poverty due to the departure of the foreign soldiers meant they lost popularity in favour of three others : the traditional authorities, protectors of common law ; the businessmen who had a good relationship with the diaspora, and a third force which used religion as a front for trade. The shift in power was not immediate but the Islamic courts, a local response to the insecurity around clan elders and other actors, were beginning to appear. Meanwhile, the country's economy began to suffer from criminal activity, while the war chiefs were gradually replaced by gangs who had no political plan for the future of Somalia.

SOMMAIRE

CHAPITRE I

LA SOMALIE, LA VIOLENCE ET LE CHAOS 17

- 1.1 Le régime de Siyad Barre et sa chute **17**
- 1.2 L'heure des chefs de guerre **18**
- 1.3 L'entrée des Nations unies sur le théâtre
somalien **20**
- 1.4 L'UNITAF et la stratégie française **23**

CHAPITRE II

L'OPÉRATION FRANÇAISE ORYX 25

- 2.1 De Mogadiscio à Huddur **25**
- 2.2 Soldats « au service de la
population » **28**
- 2.3 Redéploiement du dispositif **30**
- 2.4 La relève et le départ **34**

CHAPITRE III

SATISFECIT FRANÇAIS ET ENSEIGNEMENTS 37

- 3.1 Un bilan jugé positif **37**
- 3.2 Connaissance du terrain et forces
prépositionnées **40**
- 3.3 Révélateurs tactiques **41**
- 3.4 Dépendances et interdépendances **44**

CHAPITRE IV

LES ERREMENTS DE L'ACTION INTERNATIONALE 47

- 4.1 Une succession de maladroites **47**
- 4.2 Cacophonie en Somalie..... **48**
- 4.3 Les dérives de l'opération
internationale **51**
- 4.4 La Somalie au départ de l'ONUSOM **53**

CONCLUSION **55**

ANNEXES **57 à 59**

BIBLIOGRAPHIE **61 à 63**

CHRONOLOGIE **65 à 66**

CARTE DE LA SOMALIE



Source : Richard W. Stewart, *The United States Army in Somalia. 1992-1994*, Department of the Army, 2003, P.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS

AMISOM : Mission de l'Union africaine pour la Somalie

ALAT : aviation légère de l'armée de Terre

BIAS : bataillon interarmes de Somalie

BSL : bataillon de soutien logistique

CENTCOM: *United States Central Command*

CICR : Comité international de la Croix-Rouge

COS : Commandement des Opérations Spéciales

DAMI : détachement d'assistance militaire et d'instruction

DBLE : demi-brigade de la Légion étrangère

FFDJ : Forces françaises de Djibouti

REP : régiment étranger de parachutistes

ONG : organisation non gouvernementale

ONUSOM : opération des Nations unies en Somalie

PC : poste de commandement

RIAOM : régiment interarmes d'Outre-mer

SEA : Service des essences des armées

SIRPA : Service d'informations et de relations publiques des armées

SOAR: *Special Operations Airborne Regiment*

TCD : transport de chalands de débarquement

UNITAF: *United Nations Task force*

VBL : véhicule blindé léger

VLRA : véhicule léger de reconnaissance et d'appui

VTL : véhicule de transport logistique

INTRODUCTION

Le 25 janvier 2012, le Danois Poul Thisted et l'Américaine Jessica Buchanan, 32 ans, deux humanitaires otages depuis trois mois en Somalie, sont libérés au cours d'une opération menée par des forces spéciales américaines. Plus récemment, le 5 octobre 2013, deux semaines après l'attaque meurtrière d'un centre commercial de Nairobi, un commando de la marine américaine lançait un raid contre un des chefs islamistes chabab en Somalie. Si les interventions au sol en Somalie - du moins celles rendues publiques - sont plutôt rares, la Corne de l'Afrique¹ s'est imposée depuis plusieurs années comme l'un des théâtres majeurs de la guerre menée contre les groupes terroristes par l'armée américaine et la CIA dans le monde.

Depuis plusieurs années, la Somalie occupe en effet sporadiquement la scène médiatique. Les menaces sont sérieuses : déstructuration d'un État constitué au lendemain des indépendances, flux de réfugiés, actes de piraterie, attentats dans la sous-région, risques de déstabilisation des États voisins. Sans même parler des catastrophes naturelles, des famines et crises alimentaires, la liste est longue. Mais alors que les spécialistes s'accordent pour dire que la piraterie ne pourra être jugulée qu'en agissant directement sur les causes du phénomène et la terre ferme², la communauté internationale, à commencer par l'ONU, paraît timide dans son engagement.

Le traumatisme américain consécutif à la perte, en octobre 1993, de deux hélicoptères UH-60 et de dix-huit soldats des forces spéciales américaines, ne saurait cependant résumer à lui seul l'intervention internationale de 1992-1995. Des contingents pakistanais, malais, italien, marocain... et français étaient présents sur place, sous mandat de l'ONU dans le cadre des opérations ONUSOM I (24 avril 1992-26 mars 1993), *Restore Hope* et ONUSOM II (26 mars 1993-2 mars 1995). Or pour ne prendre que l'exemple du contingent français, son expérience somalienne paraît très différente de celle vécue par les Américains, qu'il s'agisse de l'approche adoptée ou encore de la manière d'appréhender le théâtre somalien comme en témoigne le récit fait à plusieurs reprises par Pierre de Saqui de Sannes, colonel commandant le bataillon interarmes de Somalie, à propos de l'engagement de son bataillon à Mogadiscio en juin 1993.

L'objectif de cette étude est de revenir sur cette contribution française aux opérations internationales en Somalie qui apparaît, à bien des égards, comme un succès - au moins relatif - dans le cadre d'une intervention multinationale critiquée par l'ensemble des observateurs. « *Le départ du contingent français, affirmait d'ailleurs le 10 septembre 1993 le général turc ÇevikBir, c'est une perte de 50 % pour l'exécution de la mission de l'ONU, alors qu'il*

¹ Les limites géographiques et les représentations de la Corne de l'Afrique sont fluctuantes. Les francophones se limitent généralement à l'Éthiopie, à l'Érythrée, à la Somalie et à Djibouti, tandis que les Anglo-Saxons ont une approche plus extensive, intégrant le Kenya, l'Ouganda ou encore le Soudan. (Sami Makki, Roland Marchal, Jérôme Larché, François Grünewald, Bernard Juan et Jean-Bernard Véron, « La Corne de l'Afrique : une zone à géopolitique variable », *Humanitaire*, Juillet 2009. URL : <http://humanitaire.revues.org/index388.html>. Consulté le 2 avril 2012).

² Anne-Claire de Gayffier de Bonneville, « L'intervention en Somalie 1992-1993 », *Revue historique des armées*, n°263, 2011, p. 93-103. Texte mis en ligne, URL : <http://rha.revues.org/index7214.html#text>. Consulté le 4 février 2012.

*ne comprend que douze cent hommes sur les vingt-cinq mille de l'ONUSOM II. »³ Cette citation du commandant d'ONUSOM II en dit long sur le regard porté sur les soldats français et l'intérêt de redécouvrir l'opération *Oryx*, méconnue à la fois du fait de la volonté de François Mitterrand de ne pas voir médiatisé un engagement hasardeux auprès des États-Unis et des circonstances dans lesquelles la communauté internationale s'est désengagée du pays en 1994-1995.*

La présentation qui suit est organisée autour de quatre parties centrées sur l'analyse de l'action française, tout en la replaçant dans le cadre plus général d'une opération internationale soumise au jeu de plusieurs acteurs et fortement remise en cause pour ses errements et maladresses. Après une présentation du contexte somalien en 1991-1992, les deux parties suivantes reviendront successivement sur la contribution des forces françaises aux opérations ONUSOM I, Restore Hope et ONUSOM II ainsi que sur le bilan de cet engagement. La dernière partie portera, enfin, sur les logiques qui ont entraîné l'échec de l'intervention internationale en Somalie ainsi que ses conséquences.

³ Cité par le colonel Duval, « Djibouti plaque tournante. D'*Oryx* à ONUSOM II », *Armées d'Aujourd'hui*, décembre-janvier 1994, p. 52-55, p. 55.

CHAPITRE I

LA SOMALIE, LA VIOLENCE ET LE CHAOS

A lors qu'en Europe l'année 1991 est marquée par la disparition de l'URSS et la fin de la Guerre froide, que les forces armées occidentales se retrouvent sans ennemi et se préparent à recueillir les « dividendes de la paix », à l'extrême Est de l'Afrique, la Somalie bascule dans le chaos. Le dictateur Siyad Barre, au pouvoir depuis plus de vingt ans, est renversé et le pays sombre dans une guerre civile dans laquelle la communauté internationale décide, progressivement, de s'engager pour venir en aide aux populations, moins d'ailleurs pour des raisons humanitaires que pour des questions de politique intérieure ou extérieure.

1.1 Le régime de Siyad Barre et sa chute

Le 1^{er} novembre 1969, le général Siyad Barre est désigné président de la République démocratique de Somalie par le Conseil suprême de la révolution. Cette arrivée au pouvoir à la suite d'un coup d'État consécutif à l'assassinat du président Ali Shermarke, met brutalement fin aux espoirs de voir s'installer une démocratie à la faveur d'élections générales. Alors qu'en 1963 l'Union Soviétique a initié un rapprochement avec la Somalie, fournissant une aide militaire conséquente en coopérants et en matériels, la démocratie est remplacée par un « socialisme scientifique » inspiré de l'expérience politique de Julius Nyerere en Tanzanie⁴.

Siyad Barre entreprend plusieurs réformes. La Somalie est découpée en quinze régions, dont chacune est dirigée par un officier. L'éducation progresse rapidement avec la promulgation de la langue somali comme langue officielle, sa transcription dans l'alphabet latin et le lancement, en 1973-1975, d'une vaste campagne d'alphabétisation (en 1941, il n'existait que dix-sept écoles primaires publiques pour l'ensemble des Somaliens et, en 1970, le taux d'alphabétisés était de 5 %). Le gouvernement nationalise pratiquement tous les secteurs d'activité et impose un système de corvées et de contributions forcées à la population. Le collectivisme contribue partiellement au développement du pays. Certaines routes sont goudronnées ; des marchés couverts sont construits, tout comme des dispensaires et des jardins publics. Dans le même temps, le général Siyad Barre impose la sédentarisation des populations nomades et



Le drapeau somalien : une étoile dont les cinq branches représentent les régions peuplées de *Somali*

⁴ Roger Joint-Daguenet, Histoire des Somalis, les Gaulois de la Corne de l'Afrique, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 99. Le « socialisme scientifique » repose sur la conviction que les Somaliens doivent être avertis et éduqués pour défendre leurs intérêts face aux anciens colonisateurs.

reprend à son compte le concept de « grande Somalie » -un territoire qui regrouperait les populations somaliennes de la Somalie, de Djibouti, de l'Ogaden et du nord du Kenya - et, à cet effet, se lance sans succès dans une guerre avec l'Éthiopie.

Si le projet de modernisation de la Somalie de Siyad Barre est ambitieux, il achoppe cependant sur deux handicaps. Tout d'abord, la crise pétrolière et une sécheresse inhabituelle en 1974-1975 fragilisent une économie qui, « en dépit des progrès réalisés, n'en demeure pas moins structurellement précaire »⁵. Ensuite, la guerre menée pour l'Ogaden contre le voisin éthiopien, en 1977 et 1978, est un désastre pour le régime et la cohésion nationale. Sur le plan social, le développement de la délinquance au sein d'une jeunesse touchée par l'exode rural se renforce. En 1981, des camps sont ouverts dans le nord du pays pour accueillir les populations réfugiées et le Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU fournit des rations pour 800 000 personnes⁶. Sur le plan politique, le pouvoir de Siyad Barre se dégrade peu à peu. L'année 1979 marque à la fois les prémices de la chute du régime et le commencement d'une dérive du pays : phénomènes mafieux, détournements divers, création en 1978 dans le Nord-est de la Somalie - avec le soutien des autorités éthiopiennes - du *Somali Salvation Democratic Front*, premier mouvement à s'être opposé à Siyad Barre les armes à la main.

Entre 1982 et 1988, la contestation s'amplifie, tant pour des raisons extérieures renvoyant aux tensions avec l'Éthiopie, que pour des raisons intérieures. Victime d'un accident de la route en juin 1986, Siyad Barre abandonne progressivement les rênes du

pouvoir à ses proches. Les manifestations de mécontentement se multiplient, en prenant appui sur les structures lignagères avec comme objectif le renversement du général et de son régime⁷. La chute du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS constituent le coup de grâce. Comme nombre d'autres États africains, la Somalie a, en effet, bénéficié d'une aide au titre de son adhésion à l'un puis l'autre camp. Ainsi dans les années 1980, le régime de Siyad Barre avait reçu de Washington environ quatre milliards de dollars. Mais avec la fin de l'opposition Est-Quest, ces subsides cessent, accélérant la décomposition d'un gouvernement qui avait déjà perdu le contrôle effectif du pays. Dès 1987-1988, les écoles cessent leur activité dans les provinces. Quant aux ministères, deux ans plus tard, ils ne fonctionnent plus⁸.

1.2 L'heure des chefs de guerre

En janvier 1991, des combats se déroulent dans les rues de Mogadiscio et, le 27, le palais présidentiel tombe entre les mains des rebelles de l'*United Somali Congress*. Siyad Barre parvient à fuir dans le sud du pays, mais son régime a cessé d'exister.

La situation politique est alors extrêmement morcelée. Les « fronts » sont en effet multiples et divisés sur leurs intérêts, avec en toile de fond les héritages du passé et parfois les intérêts de puissances étrangères. En 1990, l'*United Somali Front* est ainsi soutenu par le pouvoir en place à Djibouti qui place ses pions pour éventuellement, à la faveur de l'effondrement du régime de Siyad Barre, redessiner les frontières à son profit. Mais l'opposition somalienne est surtout dominée par les trois mouvements qui ont renversé le régime. Le premier est le *Somali National Movement*, créé

⁵ Marc Fontrier, *L'État démantelé 1991-1995 : Annales de Somalie*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 15.

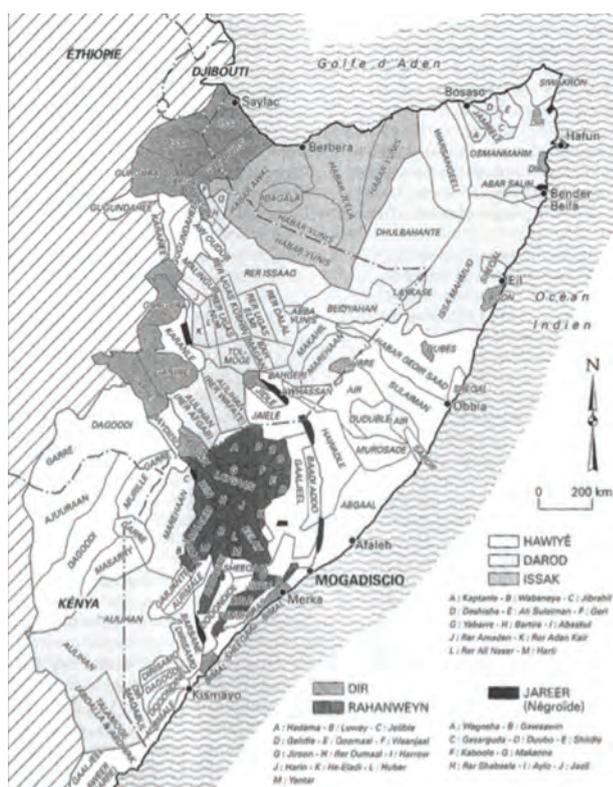
⁶ Selon Stephen Smith, ces réfugiés ne seraient en fait que 300 000, le gonflement des chiffres permettant d'alimenter l'économie souterraine somalienne... et les financements du Haut-commissariat pour les réfugiés (Stephen Smith, *Somalie. La guerre perdue de l'humanitaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1993, p. 46-47). Véron, *art. cit.*

⁷ Sur la société somalienne, l'individu et les clans, se référer à Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 17-23.

⁸ Sami Makki, Roland Marchal, Jérôme Larché, François Grünewald, Bernard Juan et Jean-Bernard Véron, *art. cit.*

à Londres en 1981 par les exilés issaq. Il est à l'origine de la proclamation de l'indépendance du Somaliland dans les frontières de l'ancienne colonie britannique d'avant 1960. Le deuxième, le *Somali Salvation Democratic Front* constitue l'opposition historique des Majeerteen. Affaibli par l'accord de paix signé entre l'Éthiopie et la Somalie en 1988 – Addis Abeba cesse alors de le soutenir - il réinvestit en 1990-1991 l'espace politique. Le troisième est l'*United Somali Congress*, créé à Rome en 1989. Il est l'expression des clans *hawiye*, présents dans le centre de la Somalie.

majoritairement composée des *Habar Gidir*, des nomades ruraux rassemblés autour du général Mohamed Farah Aydid, ancien général de l'armée régulière et ancien ambassadeur en Inde, hostile à toute entente avec le dictateur. Or alors qu'Aydid est entré le premier dans Mogadiscio le 29 janvier, Ali Mahdi Mohamed est proclamé Président d'un gouvernement provisoire somalien par les Agbal de l'*United Somali Congress* et de la ville, citoyens moins enclins à se battre et beaucoup plus riches que les *Habar Gidir*. Surpris par ce qu'ils considèrent comme une trahison, ces derniers occupent les propriétés des Agbal à Mogadiscio. Cette lutte interne opposant Aydid à Mahdi prend une triple dimension : une opposition clanique, une tentative de récupération des réseaux de financement de la dictature et un affrontement pour le contrôle immobilier de la capitale. À la fin de l'année, aucun pouvoir n'est réellement reconnu. Mogadiscio est partiellement détruite et plusieurs dizaines de milliers d'habitants ont fui. Lors d'une conférence nationale somalienne organisée sous l'égide des Italiens et des Égyptiens, un accord est toutefois signé par les deux protagonistes qui font face à la menace que représente Siyad Barre dans le Sud : Mahdi est confirmé dans ses fonctions de président ; Aydid, qui dispose de la milice la plus puissante, prend quant à lui la présidence de l'*United Somali Congress*⁹.



Somalie : répartition des principaux groupes claniques

Source : Jean-Christophe Mabire, « Somalie, l'interminable crise », *Hérodote*, n° 111, La Découverte, 4^e trim. 2003, p. 61.

L'*United Somali Congress* est divisé en deux tendances qui entrent en conflit après la prise du pouvoir à Mogadiscio. La première regroupe les exilés résidant en Italie, en majorité des membres du clan *Agbal*, plutôt favorables à un accord avec le général Siyad Barre. À sa tête se trouve Ali Mahdi Mohamed. La seconde est

Sur fond de rivalités internes au clan des *Hawiye*, des tentatives de Barre pour reprendre la capitale, de l'appétit des chefs de guerre et de revendications sécessionnistes dans le Somaliland, le pays se divise en 1991-1992 en cinq grandes aires géographiques¹⁰. Au Nord, l'ancienne colonie britannique se détache et établit sa propre administration. À l'Est, le futur Puntland traverse une période assez calme ponctuée par l'agitation de quelques islamistes radicaux. Au centre, la zone est sous le contrôle quasi exclusif des forces du général Aydid.

⁹ Jean-Christophe Mabire, « Somalie, l'interminable crise », *art.cit.*, p. 64.

¹⁰ *Ibid.*, p. 64-65.

Le Sud, région riche, est l'objet de violents combats. D'une part, l'ancien dictateur et les débris de son armée s'y sont repliés, tentant entre janvier 1991 et avril 1992 par deux fois de reprendre le contrôle de Mogadiscio en s'en servant comme base de départ. D'autre part, cette partie de la Somalie est un enchevêtrement de clans et sous-clans aux aires géographiques mal définies, propice aux tensions. Enfin, dans l'ancienne capitale et la région du Benadir, les chefs de milices deviennent progressivement des chefs de guerre tandis que les dirigeants *hawiyé* s'y affrontent, parfois à l'arme lourde¹¹.

1.3 L'entrée des Nations unies sur le théâtre somalien

Le 24 avril 1992, devant la dégradation alarmante des conditions de (sur) vie de la population, les Nations unies votent la résolution 751 autorisant des opérations humanitaires en Somalie et instituent la mission ONUSOM. Cependant, malgré la gravité de la situation sur place, cet engagement ne va pas de soi et entremêle jeu des acteurs humanitaires et considérations politiques des États.

Une progressive prise en considération

Du fait de la violence entre les chefs de guerre, près d'un cinquième de la population a, en 1991, quitté son lieu de résidence et les circuits d'approvisionnement alimentaires sont désorganisés. Même si à cette situation s'ajoute une grave sécheresse qui touche l'ensemble de la Corne de l'Afrique, la prise en compte de la gravité de la situation humanitaire en Somalie n'est pas immédiate. D'abord,

en effet, la communauté internationale n'est pas ou peu informée. Avec la poursuite des affrontements dans Mogadiscio, les rares étrangers présents dans le pays sont partis. L'aide humanitaire a timidement commencé à revenir durant l'été 1991, mais la violence des combats dans la capitale entre le général Aydid et le président par intérim, Ali Mahdi, a entraîné le ralentissement voire la suspension des activités des différents organismes internationaux ou non gouvernementaux. De plus, la question somalienne a été éclipsée par la crise irakienne qui se déroule au même moment. Alors que Saddam Hussein a envahi le Koweït en août 1990, les mois qui suivent voient la constitution d'une force internationale en Arabie Saoudite. Mi-janvier, l'offensive aérienne débute, suivie par une courte offensive terrestre entre les 24 et 28 février 1991. Quelques mois plus tard, la communauté internationale a toujours les yeux tournés vers le golfe arabo-persique, suivant la mise en place et le déroulement de l'opération Provide Comfort au profit des populations du Kurdistan irakien.



Effet des combats sur Mogadiscio

Source :

<http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid31/14/50/32/4/somalia-mogadishu-unosom-1450324-0.jpg>

¹¹ Signe de la violence des combats, l'AFP avance le chiffre de 600 morts et de 4 500 blessés entre le 17 et le 26 novembre 1991 (« Cri d'alarme humanitaire en Somalie », *Libération*, 26 novembre 1991). De précédents combats en septembre avaient, en trois jours, faits un millier de victimes (Stephen Smith, « Mogadiscio change d'homme fort », *Libération*, 21 novembre 1991).

En fait, ce n'est qu'au printemps 1992 que la réalité de la situation somalienne commence à être comprise par l'opinion mondiale. Le Conseil de sécurité « profondément troublé par l'ampleur de la tragédie humaine » décide l'envoi d'observateurs et d'une force de sécurité pour surveiller le cessez-le-feu à Mogadiscio et permettre l'acheminement de l'aide humanitaire¹². Une équipe de l'ONG Médecins sans frontières, qui s'est rendue dans la région de Merca sur le littoral, rapporte l'étendue de la famine hors de la capitale : un enfant sur quatre de moins de 5 ans est mort au cours des douze derniers mois, 10 % des adultes sont morts de faim en un an, 90 % des déplacés dans les camps sont atteints de malnutrition¹³. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) parle de son côté de 1 000 victimes par jour et l'Algérien Mohamed Sahnoun, représentant spécial de l'ONU, estime en juin 1992 le bilan quotidien à 5 000 victimes du fait des seuls problèmes alimentaires.

La famine dans le salon ou du bon usage des médias

L'arrivée en juin 1992 d'un bateau de réfugiés sur les côtes du Yémen au moment où, précisément, le président allemand est en visite officielle dans le pays, accentue l'intérêt pour l'autre rive de la mer Rouge. Les grands médias américains se rendent notamment sur place et s'emparent du sujet. En juillet 1992, le monde est mis en face de « *la plus grande tragédie humanitaire* », « *découvre Mogadiscio, "le Beyrouth de l'Afrique" et Baïdoa, "le mouroir de l'intérieur"* ». Les images de milliers d'enfants faméliques, d'une infirmière dans le camp éthiopien de réfugiés de Koremen train de décider quels enfants peuvent encore recevoir des soins et lesquels sont condamnés, se succèdent sur les écrans de télévision et les couvertures des journaux. La situation est

qualifiée d'« enfer sur terre » par le ministre français de la Santé et de l'Action humanitaire de l'époque, également théoricien de l'ingérence humanitaire, Bernard Kouchner¹⁴.

La médiatisation est renforcée par la conviction, dans une partie de la mouvance humanitaire, en sa nécessité. « Les meilleures causes végètent dans l'indifférence, les justes combats perdurent sans l'intervention des caméras », affirme en 1991 dans *Le malheur des autres* Bernard Kouchner¹⁵. Concrètement en effet, pour le médecin, les dirigeants des États de la communauté internationale n'ont le courage d'intervenir pour mettre fin à une situation humanitaire catastrophique que sous la pression de leurs propres opinions publiques nationales ou, au moins, s'ils jugent que ces dernières appuient leur choix¹⁶. En cela les journalistes, en enregistrant des images qui montrent la misère ou l'oppression et en les diffusant dans les médias, mobilisent l'opinion publique et peuvent contribuer à venir en aide à des populations qui souffrent. Tout en dénonçant d'un côté la passivité des téléspectateurs et en déplorant leur « *voyeurisme* », les humanitaires placent donc les journalistes au centre des « *topiques de l'action* » non sans ambiguïté. Le président de *Médecins sans frontières* Rony Brauman, bien que très critique à l'égard de la « *dictature de la médiatisation* », ne met pas en doute son importance pour la réussite d'une action humanitaire¹⁷.

Dans ce contexte, les États-Unis annoncent la mise en place d'un pont aérien à partir du Kenya et le déblocage de 145 000 tonnes d'aide alimentaire. La France fait de même depuis Djibouti, à sa mesure, avec 200 tonnes.

12 Conseil de sécurité des Nations unies, résolution 751 du 24 avril 1992.

13 Stephen Smith, *op. cit.*, p. 125.

14 Anne-Claire de Gayffier de Bonneville, *art. cit.*

15 Cité par Luc Boltansky, *La souffrance à distance*, Paris, Éditions Métailié, 1993, p. 268.

16 *Ibid.*, p. 269.

17 « Un entretien avec Rony Brauman », *Le Monde*, 24 novembre 1992.

En Somalie cependant, dans un premier temps, les 500 soldats pakistanais qui interviennent dans le cadre de l'opération ONUSOM I¹⁸ font face à l'hostilité des milices et ne parviennent pas à entrer dans Mogadiscio dont ils ne contrôlent que l'aéroport. Plus grave pour les humanitaires, une grande partie de l'aide envoyée dans le pays est systématiquement détournée et, en novembre, l'accès au port de Mogadiscio est fermé, empêchant le déchargement des navires. Le 3 décembre, une nouvelle résolution est votée par les Nations unies, permettant le déploiement d'une force armée autorisée à utiliser l'ensemble des moyens nécessaires pour établir un environnement sécurisé pour les opérations humanitaires, appelée UNITAF (*United Task Force*)¹⁹. Quelques jours plus tard, le 9 décembre, l'opération *Restore Hope* commence : une force de Marines débarque à Mogadiscio sous l'œil des caméras, rapidement renforcée par des éléments d'autres pays, notamment français, italiens, canadiens et marocains.



Débarquement américain en Somalie

Source : <http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid30/58/17/44/9/bluebeach-somaliasom-somalia-5817449-0.jpg>



Porte-avions américain *USS Abraham Lincoln*

Source : <http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid30/50/63/30/3/ranger-cv61-unknown-5063303-0.jpg>

La décision du président américain, George Bush, d'engager des soldats sur le sol somalien a été largement discutée, notamment sous l'angle de l'impact des médias en politique étrangère²⁰. Trois aspects sont toutefois à prendre compte pour nuancer le rôle des images et des journalistes sur l'agenda politique des États-Unis. La famine en Somalie arrive d'abord à une période charnière des relations internationales. La Guerre froide s'est achevée, laissant place à une période d'espoir et d'euphorie. Les Américains dominent la scène internationale et s'estiment responsables de la mise en place d'un « nouvel ordre mondial ».

18 La mission de ces soldats est d'assurer la sécurité des travailleurs humanitaires, de leurs matériels et de leurs dépôts. Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 228.

19 Conseil de sécurité des Nations unies, résolution 794 du 3 décembre 1992.

20 Voir notamment Cori Dauber, « *Image as Argument: The Impact of Mogadishu on U.S. Military Intervention* », *Armed Forces and Society*, 27 (2), Hiver 2001, p. 205-229.

Ensuite, les élections présidentielles ont eu lieu. George Bush cède la place à Bill Clinton. Peut-être souhaite-t-il alors laisser une image plus positive de son mandat et faire oublier les polémiques sur l'Irak et l'inaction en ex-Yougoslavie²¹. Enfin, les spécialistes américains considèrent qu'une intervention en Somalie, tout en permettant d'alléger les pressions sur l'ex-Yougoslavie, ne présente guère de dangers et est « techniquement facile ». Jamais les quelque bandes armées des chefs de guerre locaux n'oseront s'opposer aux soldats de la première puissance mondiale tandis que le terrain, un relief plat parcouru d'épineux, rend difficile toute embuscade contre les forces escortant les convois de ravitaillement...

1.4 L'UNITAF et la stratégie française

D'après les renseignements fournis par le corps des Marines américains, l'UNITAF regroupe 38 301 hommes dont 25 426 Américains tous placés sous le Commandement central des États-Unis (CENTCOM)²². Le général Robert B. Johnston commande l'intervention.

Le plan d'opérations est découpé en quatre phases. Les trois premières consistent à s'implanter graduellement dans les zones de la Somalie les plus touchées par la catastrophe humanitaire, de Mogadiscio vers Baïdoa puis vers Kismayo pour permettre la distribution des secours aux populations les plus touchées par la crise. L'opération *Restore Hope* s'inscrivant dans un processus de long terme avec un passage de relais une fois établi un environnement sûr pour l'acheminement de l'aide humanitaire, la quatrième phase est celle du transfert de la responsabilité des opérations aux forces de maintien de la paix



des Nations unies.

Soldats américains dans les rues de Mogadiscio

Source :

<http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid31/21/05/95/2/mogadishu-somaliasom-somalia-2105952-0.jpg>

Vingt pays, dont la France, fournissent des soldats pour l'opération dont le budget s'élève à 600 millions de dollars, assumé à 75 % par les États-Unis. Pour défendre les intérêts français, le Quai d'Orsay demande à l'ambassadeur de France au Kenya, Michel de Bonnecorse, de positionner la France comme l'intermédiaire privilégié entre la faction de l'*United Somali Congress* tenue par Aydid et les autres interlocuteurs locaux, ainsi qu'avec le Somaliland. Dans cette perspective, un peu plus de 2 000 hommes, placés sous les ordres du général René Delhome, sont envoyés dans le cadre de la mission internationale. Cette force constitue par sa taille le deuxième contingent international.

21 Anne-Claire de Gayffier de Bonneville, *art. cit.*

22 Jean-Paul Brodeur, « Maintien et imposition de la paix en Somalie (1992-1995) - Partie 1 », *Cultures & Conflits*, n°29-30, automne-hiver 1998. URL : <http://conflits.revues.org/index686.html>. Consulté le 14 mars 2012.

CHAPITRE II

L'OPÉRATION FRANÇAISE ORYX

L'opération *Oryx* comporte deux grandes phases. Durant la première, les forces françaises interviennent dans le cadre de *Restore Hope* dans le Bakool, dans la partie nord de l'interfluve, entre le Shabelle et la Jubba. Dans un second temps, sur la demande de l'état-major des armées, elles prennent en charge dans l'ONUSOM II la région de Baïdoa, sans pour autant revenir à Mogadiscio et y affronter les miliciens d'Aydid. En effet, si l'humanitaire s'impose aux soldats français, *Oryx* apparaît comme une opération dans laquelle un panel très large de savoir-faire est sollicité.

2.1 De Mogadiscio à Huddur

Paris ayant désigné les Forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ) pour intervenir en Somalie, leur état-major organise, dans les derniers jours de novembre, la future force d'intervention autour de deux bataillons, les BAT 5 et 13, formés respectivement à partir du 5^e RIAOM et de la 13^e DBLE. S'y ajoutent un détachement de soutien formé à partir du 10^e BCS, en attendant l'acheminement de France du bataillon de soutien logistique (BSL). Débarqués à Mogadiscio, les soldats français doivent ensuite encore rallier leur zone de déploiement.

Premiers jours, premières difficultés

À Mogadiscio, les premiers éléments débarqués sont rapidement confrontés à deux incidents. Deux Somaliens sont d'abord tués car ils n'auraient pas obéi aux injonctions des soldats français puis, quelques jours plus tard, le 14 décembre 1992, une jeune somalienne est agressée par la foule. Accusée de s'être

prostituée, ses vêtements sont arrachés et elle est violemment battue à coups de gourdin devant l'hôtel où résident la plupart des journalistes et des soldats français qui se trouvent à quelques centaines de mètres. Filmée par les caméras de CNN, la scène est largement relayée et commentée, non sans agacer au sein de l'institution militaire, en raison des raccourcis opérés par les journalistes et de l'écho accordé aux voix de la rue somalienne.

« Il est regrettable de constater que faute d'avoir pris la précaution de vérifier l'authenticité des rumeurs somaliennes attribuant la cause du lynchage à des relations sexuelles avec les soldats étrangers, certains reporters aient émis des reproches infondés contre les légionnaires. [...] Quant à la «non-assistance à personne en danger», il convient de rappeler que par deux fois les légionnaires ont porté assistance à l'infortunée jeune femme. [...] Il y avait peut-être aussi à essayer de comprendre comment une société peut arriver à de tels agissements sans se préoccuper de la valeur des accusations portées et en dénoncer les mobiles »²³.

²³ Colonel Jean-Paul Perruche, « Opération *Oryx*. Les forces françaises en Somalie », *Armées d'Aujourd'hui*, février 1993. Le 15 décembre, soit le lendemain du lynchage, le chef du SIRPA donne sa version : « *Des Marines américains ont distribué du chocolat à environ 2 à 300 mètres du PC français et plutôt aux Somaliennes mignonnes, ce qui a provoqué la jalousie des hommes. Cela a dégénéré à cause de cette distribution de chocolat et la fille s'est sauvée pour se réfugier chez les militaires français. Au bout d'un quart d'heure, la tension semblait retombée, et les militaires français l'ont mise dans une Jeep pour la déposer un peu plus loin, mais leur véhicule a été bloqué et la suite a été montrée à la télévision* » (« Version du SIRPA », *L'Humanité*, 16 décembre 1992).

Le dispositif français à Mogadiscio est remanié et l'opération continue. Le 15 décembre, un groupement franco-américain baptisé *Task Force Hope* quitte la capitale pour Baïdoa, à 250 km à l'ouest de Mogadiscio, considérée comme la zone la plus touchée par la famine. Composé d'environ quatre-vingt véhicules, le convoi regroupe 530 *Marines* et 142 légionnaires de la 3^e compagnie du 2^e REP débarqués le 9 décembre, accompagnés par des journalistes de plusieurs pays. Même si la route est considérée comme sûre, plusieurs transports de troupes blindés sont présents. Les *Marines* ont également revêtu leurs gilets pare-balles. Le 16, la ville est atteinte. Du riz est distribué malgré l'insécurité persistante, comme le rappelle le rapide pillage de sacs laissés dans un village au cours d'une patrouille.

Entre le 16 et le 24 décembre, la compagnie sécurise Baïdoa et, à l'extérieur de la ville, escorte des convois humanitaires, distribue de la nourriture, nomadise et monte des embuscades. Durant cette même semaine, un dépôt d'armes est repéré sur renseignement d'une équipe française et investi par une action conjointe franco-américaine. Six *technicals* (*pick-up* Toyota sur lequel est monté une mitrailleuse lourde ou un canon), une centaine d'armes et des munitions sont saisies, ainsi que quelques sacs de riz. Le 24 décembre, les légionnaires quittent l'unité américaine pour rejoindre des hommes du Commandement des Opérations Spéciales (COS)²⁴ et participer à la reconnaissance de l'axe Baïdoa-Wajid-Huddur et au contrôle de la localité de Huddur²⁵.

24 Des membres du COS sont à l'origine, le 1^{er} janvier 1993, d'un incident diplomatique avec l'Éthiopie. Alors que le gouvernement éthiopien envisage un rapprochement avec la France pour lutter contre un groupe islamiste, quatre soldats éthiopiens sont tués au cours d'un accrochage à la frontière, à Yeet. On reproche au COS – en l'occurrence à certains de ses membres –, l'absence de vérification suffisante avant de tirer. Du coup, il est écarté du théâtre. L'affaire se règle par des excuses du général Delhome qui se rend en hélicoptère à Barye, en Ogaden avec le chef du renseignement comme interprète. Entretien avec Marc Fontrier, 23 juin 2012.

25 La 3^e compagnie du 2^e REP quitte la Somalie le 31 janvier 1993.



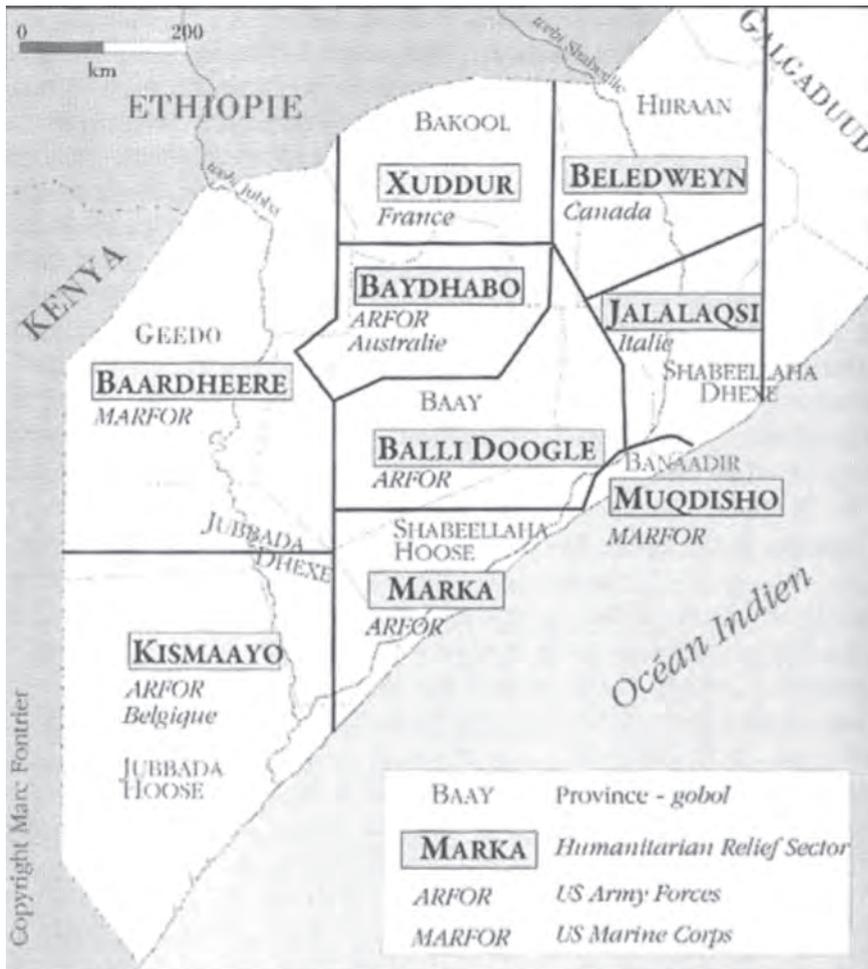
Légionnaires français

En route vers Huddur

Le véritable objectif des troupes françaises n'est en effet pas Baïdoa mais Huddur, ville située à 130 km au nord de Baïdoa et chef-lieu du Bakool, où sont estimées être regroupées 20 000 personnes (pour un total de 200 000 pour l'ensemble d'une région), dont la moitié de réfugiés. Le 24 décembre, à 6 h 00 du matin, un bataillon composé de deux compagnies françaises et d'une compagnie de *Marines* américain démarre de Mogadiscio, survolé par des hélicoptères et des avions américains, tandis qu'un détachement américain part pour Bardhere, à 120 km au sud-ouest de Baïdoa. Après 12 heures de trajet, la découverte de trois mines et un changement de route pour des raisons de sûreté²⁶, le détachement arrive devant la ville.

Le lendemain, les soldats français qui ont été précédés par les hélicoptères de l'ALAT et ont rejoint les légionnaires chargés de la reconnaissance de l'itinéraire, entrent à Huddur. L'accueil est souriant. Ils discutent avec le chef coutumier et les représentants des ONG à l'œuvre sur place depuis plusieurs mois.

26 Initialement, la colonne prend la route la moins longue pour Huddur (120 km). Devant le risque de mines, elle fait demi-tour et passe par Wajid (180 km). Stephen Smith, « L'odyssée d'Abdullahi, qui voulait ravitailler Hodur », *Libération*, 25 décembre 1992.



Zones humanitaires UNITAF - décembre 1992

Source : Marc Fontrier, *L'État démantelé 1991-1995 : Annales de Somalie*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 264.

Un premier plan de travail est défini²⁷ :

- en premier lieu, il faut débarrasser la ville des armes et des munitions qui s'y trouvent (les habitants s'étaient réparti dans leurs cases les munitions du dépôt de la garnison locale) ;
- ensuite, il faut déminer les pistes qui relient Huddur aux principaux chefs-lieux de district de la province ;
- enfin, il faut répondre aux besoins des populations.

À partir de Huddur, entre Noël et le jour de l'An, les militaires français se déploient dans une zone de 150 km sur 200. Les camions, escortés par des véhicules de l'avant blindé (VAB), circulent sur les routes à une allure de quinze kilomètres à l'heure en moyenne, précédés de sapeurs.

Les soldats s'installent dans des points isolés, au nombre d'une vingtaine, dont certains sont des petits fortins circulaires datant de l'époque coloniale italienne. Plus à l'Ouest, à Wajid, où est installé le PC du bataillon de la 13^e DBLE, la majorité des légionnaires est en patrouille. Dans cette région frontalière avec l'Éthiopie, stratégique car servant au transit des rebelles, des troupes gouvernementales et des islamistes, ils quadrillent le secteur, contrôlent les axes importants, recherchent les bandes armées, protègent les convois et surveillent la distribution de nourriture²⁸.

²⁷ Colonel Jean-Paul Perruche, *art. cit.*

²⁸ Florentin Collomp, « Une semaine avec les soldats français d'Oryx. Rendre l'espoir en Somalie », *Terre Magazine*, n°42, mars 1993, p. 11-15, p. 12.



Mini tornade à Huddur

Source :

<http://www.helicopassion.com/fr/o2/alato7.htm>



Puma de l'ALAT devant le fort d'El Berde

Source :

<http://www.helicopassion.com/fr/o2/alato7.htm>

Les hélicoptères sont particulièrement sollicités : les Gazelle effectuent plusieurs patrouilles de reconnaissance tandis que les Puma acheminent les troupes, les ravitaillent, mènent des évacuations sanitaires ou encore transportent des denrées de première nécessité pour les populations. Or, du fait de la poussière, les hommes et les machines sont soumis à rude épreuve, ce qui impose une grande vigilance pour les poser.

« Lorsque nous menons l'approche, vers 35-40 m, raconte un ancien pilote de l'ALAT, se produit un nuage énorme dû au souffle du rotor. C'est très dangereux car on perd la vue du sol, donc nous n'avons plus de référence pour connaître notre position dans l'espace. [...] La solution que nous adoptions était de garder une petite vitesse et un taux de descente bien stabilisé avant de rentrer dans le nuage. Vers 5-10 m nous retrouvons la vue du sol. Pendant toute la phase dans le nuage nous contrôlions bien l'horizon artificiel, pour éviter les dérapages, le variomètre [indicateur de taux de descente] et l'anémomètre pour la vitesse. Nous touchions le sol avec une légère translation. »²⁹

29 « En mission avec l'ALAT - Somalie - Oryx ». URL :

<http://www.helicopassion.com/fr/O2/alat07.htm>.

Consulté le 10 avril 2012. La nuit, la difficulté est accrue, surtout pour les atterrissages sans balisage et en jumelles à vision nocturne [JVN].

Quant à atterrir à côté des puits pour limiter les nuages, cela ne suffit pas étant donné la sécheresse du pays.

2.2 Soldats « au service de la population »

Six jours après son entrée dans Huddur, l'armée française a porté ses effectifs de 300 à 2 000 hommes qui, à l'exception de quelques secteurs, « sont mis au service de la population »³⁰. En effet, comme l'explique alors le général Delhomme, qui dirige *Oryx*, « la situation sécuritaire n'était pas catastrophique, mais les conditions humanitaires déplorables »³¹. Initialement venus pour « combattre les pillards », les soldats français s'installent donc pour venir en aide aux habitants et réfugiés. Tout est question de priorité.

Déminage

L'une des premières actions est le déminage, qui se déroule plutôt bien même si, s'étonne un légionnaire « ce n'est pas un village, c'est un dépôt de munitions ». Sur cette question cependant, les relations avec la population ne sont d'ailleurs pas sans ambiguïtés. Les

30 Stephen Smith, « Les soldats français font leur B.A. à Hodur », *Libération*, 31 décembre 1992.

31 Cité par Florentin Collomp, *art. cit.*, p. 12.



Armes récupérées par des soldats internationaux

Source :

<http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid30/42/48/27/0/marka-somaliasom-somalia-4248270-0.jpg>

habitants apprécient la sécurité que leur procure la présence des soldats français, mais ils craignent aussi, qu'après le déminage, leur localité devienne plus vulnérable. Pour cette raison, seules les personnes qui ne font pas recenser spontanément leur arme se la font confisquer. Pour les autres, les soldats français notent son nom, le numéro de l'arme et la baguent avant de la rendre à son propriétaire. La sécurité dans la ville de Huddur et ses environs est assurée conjointement par des éléments français et une milice locale nouvellement formée, habillée avec des uniformes déclassés de l'armée de Terre.

Assistance à la population

Pour mieux se mettre à l'écoute des habitants et connaître leurs besoins, un « conseil des sages » est mis en place. Il regroupe autour d'un vieillard à la barbe rousse une douzaine de notables, de jeunes « intellectuels », des représentants des ONG et même une femme³². Les priorités sont l'eau car les puits ont été détruits, la réfection des routes, des écoles et de la piste d'atterrissage qui sert aux *Transall* effectuant quotidiennement la navette avec

³² Stephen Smith, *art. cit.* Sur les relations avec les populations, voir Béatrice de Pouligny, *Ils nous avaient promis la paix*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 2004.

Djibouti. Au total, douze tonnes d'eau minérale sont acheminées chaque jour pour les soldats français, à raison de six litres par homme, et trente-six tonnes de vivres frais pour les cuisines de campagne.

L'eau des sanitaires est tirée et transportée par le service des essences, qui dispose de gros porteurs de 18 000 litres et doit s'adapter, non sans mal. Le ravitaillement en carburants est en effet maîtrisé avec des convois terrestres entre Baïdoa et Huddur, par un complément des C 160 venant de Djibouti ravitaillés par le service des essences des armes (SEA) à Baïdoa et « dépotés » à Huddur, et des dépôts avancés auprès de chaque « client » potentiel entre Baïdoa et la frontière éthiopienne. En revanche, l'équation est toute autre pour l'eau sanitaire : fin décembre, il n'existe aucune possibilité d'approvisionnement massif pour les 1 500 Français alors à Huddur. Les huit TBU SRC 20 m³ chargés à Mogadiscio fournissent au départ l'unique ressource disponible. Un officier du génie est certes chargé de trouver une société locale capable de réhabiliter un puits à Huddur, mais il faut attendre le 20 janvier pour que celle-ci y parvienne. Entretemps, les essenciers se sont faits puisatiers dans les villages alentours avec leurs groupes motopompes descendus « à la ficelle », non sans se heurter parfois à



Déplacés somaliens autour d'une citerne

Source :

<http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid31/18/02/13/8/baidoa-somaliasom-somalia-1802138-0.jpg>

l'hostilité de populations locales qui refusent de se laisser déposséder d'une ressource vitale³³.

2.3. Redéploiement du dispositif

Malgré la montée de tensions à Mogadiscio, les Français - tout comme les Américains - décident durant le mois de janvier 1993 d'alléger leur dispositif. Ainsi dans le Bakool, les effectifs français passent en quelques semaines de 2 400 à moins de 2 000 hommes, diminution à laquelle s'ajoutent, le mois suivant, 400 nouveaux départs. Par ailleurs, cet allègement n'empêche pas la France, dans le cadre de l'ONUSOM II, d'élargir sa zone de responsabilités et de dépêcher des éléments dans la capitale pour faire face à la détérioration de la situation sécuritaire.

La formation de la brigade de Baïdoa

Au moment où s'achève Restore Hope, le contingent français estime avoir accompli sa mission. La sécurité est loin d'être totalement rétablie. Il y a encore des accrochages, des vols, des pillages, des assassinats. Les axes routiers ne sont pas praticables sans dangers, mais les soldats français ont ouvert en un mois plus de 1 000 km de pistes, détruit 3 657 mines et 81 tonnes de munitions, saisi une cinquantaine d'armes lourdes et 265 armes individuelles (606 fusils ont été marqués et rendus à leur propriétaire). De son côté, le personnel de santé a prodigué plus de dix mille consultations médicales et une centaine d'interventions chirurgicales d'urgence même si, au sein des unités, cette implication dans l'assistance humanitaire n'est pas toujours bien perçue.

³³ Capitaine Chavarot, « Les puisatiers des Essences. Le service des Essences des Armées dans l'opération Oryx », *Armées d'Aujourd'hui*, juillet-août 1993, p. 14-16. Voir également, du même auteur « Le SEA en Somalie », *Armées d'Aujourd'hui*, juillet-août 1994, p. 54-55.

Mission	Localisation	Effectifs
FORPRONU	ex-Yougoslavie	4 850 hommes
APRONUC	Cambodge	1 430 hommes
FINUL	Liban	441 hommes
ONUST	Sinaï et Syrie	34 hommes
MINURSO	Sahara occidental	30 hommes
MONUIK	Irak	20 observateurs
ONUSAL	Salvador	16 gendarmes

Effectifs militaires français déployés à l'extérieur de la métropole en novembre 1992 dans le cadre d'opérations ONU de maintien de la paix.

Source : SIRPA Actualité, 18 décembre 1992

« Ce n'est pas notre métier, estiment nombre d'officiers et d'hommes de troupe [et, à l'avenir, il ne faudra plus confondre les rôles] »³⁴.

Si en Somalie on craint un enlèvement autour d'objectifs flous et un enfermement dans des tâches humanitaires, Paris décide de rester sur le théâtre afin de tenir le rang de la France sur la scène internationale. Après tout, l'opération Oryx s'est bien déroulée. Du bilan de l'intervention, il ressort toutefois que les militaires français « ont éprouvé quelques difficultés logistiques » dans le Bakool et, pour y remédier, ils souhaitent avoir également le contrôle de Baïdoa, qui dispose d'une piste d'atterrissage et est reliée à la capitale par une route goudronnée. La requête n'est pas nouvelle. Mais la ville a été confiée pour dix-sept semaines au contingent australien et Paris attend donc le futur découpage des zones d'implantation de l'ONUSOM II pour en solliciter le contrôle. Bernard Kouchner, qui a obtenu la promesse de 3 millions de francs de crédits non militaires pour la Somalie, est d'ailleurs solidaire des militaires³⁵.

³⁴ Stephen Smith, « Le contingent français se redéploie en Somalie », *Libération*, 17 mars 1993.

³⁵ Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 306. Pendant cette phase de négociations, la France prend du retard dans l'attribution des postes à l'état-major de l'ONUSOM II. L'attaché militaire de la délégation à New York n'a en effet pas introduit à temps les demandes françaises et le général Delhome tente de rattraper l'affaire tandis qu'une délégation spéciale est dépêchée à New York, mi-mars, pour obtenir deux des sept postes-clés.

Le 13 avril 1993, lorsque la deuxième phase d'Oryx débute, la zone d'action française est considérablement élargie pour inclure la région de Baïdoa. À l'échelle du pays, le nombre de zones militaires passe de huit à cinq soit, mise à part la zone française : la partie méridionale, incluant Kismayo, sous contrôle belge ; le sud de Mogadiscio et la partie de la ville contrôlée par Aydid sous contrôle pakistanais ; Mogadiscio nord et une bande centrale sous contrôle italien ; et, du moins théoriquement car New Delhi n'y envoie finalement pas de troupes, le nord autoproclamé indépendant en mai 1991 sous commandement indien.

Si le territoire sous responsabilité française s'agrandit, le contingent français est considérablement réduit, passant de 1 600 à 1 100 hommes, en raison des « exigences d'autres théâtres extérieurs »³⁶. Le poste de commandement (PC) est transféré à Baïdoa et le nombre de bataillons est réduit de deux à un, auxquels s'ajoutent les éléments d'appui et de soutien. Les effectifs français sont cependant renforcés d'éléments étrangers, l'ensemble formant la brigade de Baïdoa : un bataillon marocain, ainsi qu'un groupement d'infanterie motorisée à quatre éléments, un escadron d'automitrailleuses AML et une unité humanitaire grecque. À la fin du mois de juin, un bataillon du Zimbabwe rejoint la brigade, affecté dans le Bakool et à Berdale, dans le Bay. La question du rapport entre les missions à remplir et le volume des troupes au sol se pose avec acuité et impose aux hommes de lourdes contraintes quotidiennes.

L'approche française

Alors que les troupes australiennes avaient adopté une position défensive et porté leurs efforts sur la protection des ONG, les premiers

mois des unités françaises dans la région de Baïdoa, entre mai et août 1993, sont consacrés au rétablissement de la sécurité générale.

Tout en poursuivant l'aménagement des cantonnements et des installations, la plupart des moyens disponibles sont consacrés au rétablissement d'un minimum d'ordre public. Dans les villes, une présence permanente est installée tandis que, dans le *bush*, patrouilles, escortes, se succèdent en attendant l'arrivée du bataillon zimbabwéen dont le déploiement doit permettre de dégager les effectifs nécessaires pour former les premiers contingents des « Forces Auxiliaires de Sécurité » et de mener des opérations de désarmement. Une fois encore, tout comme dans la province du Bakool, les équipages de l'ALAT sont particulièrement sollicités pour intervenir jusque dans les hameaux les plus reculés, où la récupération des armes est accompagnée de soins, de distributions de vivres, d'outillages et de semences.

Avec le contrôle des principaux bourgs et des axes, l'accroissement progressif des effectifs, le renforcement des forces locales de sécurité et le désarmement des gardes armés, la sécurité s'améliore et l'effort principal est porté sur la reconstruction politico-administrative. Ébauchée dès l'arrivée des troupes françaises par les officiers des cellules « Affaires civiles » en liaison avec quelques fonctionnaires civils de l'ONUSOM, elles bénéficient désormais de davantage de moyens, notamment de transport et du génie. Un plan d'action est également mis en œuvre avec les ONG. L'essentiel de la section travaux de la compagnie du génie remodèle les réservoirs de BurHakaba en liaison avec le responsable hydraulique de l'ONG *Association internationale contre la faim*. La ville de Baïdoa est également nettoyée, la rémunération - en vivres - des Somaliens y participant étant assurée par le *World Food Programm*. L'accent est porté en priorité sur le ravitaillement en eau des populations. La prison, le poste de police, la mairie, les puits de quartiers sont réhabilités. Hors de Baïdoa, dans les autres bourgs de la zone d'opération, une action similaire est conduite avec l'appui des ONG présentes.

³⁶ « Oryx, une intervention difficile... bien dans notre tradition », *L'Ancre d'Or*, n°306, septembre-octobre 1998, p. 36-39, p. 36. Pour mettre en perspective cette diminution des effectifs, on peut rappeler que Paris estimait pour l'opération Oryx qu'un millier d'hommes suffirait.



Soldat français portant de l'aide humanitaire

Source :

<http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid30/35/03/96/8/kenyaken-kenya-operation-3503968-o.jpg>

Dès le mois de juillet, à la suite de la conférence d'Addis-Abeba, le premier conseil de district est réuni à Baïdoa. Progressivement, les autres suivent. En octobre, la sécurité est effective dans les bourgs et les conseils commencent à agir, bien que, les résurgences ponctuelles des rivalités traditionnelles nécessitent des arbitrages de plus en plus assurés par les Forces Auxiliaires de Sécurité. En fait, le principal problème est alors sanitaire, avec un seul hôpital (Baïdoa), deux dispensaires de *Médecins du Monde* (Wajid et Bardhere), et un dispensaire d'*Association internationale contre la faim* (BurHakaba) pour 100 000 km² et 700 000 habitants.

Les combats de Mogadiscio

À Mogadiscio cependant, la situation se détériore. Le 5 juin, une unité pakistanaise est prise dans une embuscade. Entourés par une foule qui envahit leur dispositif, les soldats tirent en l'air et des Somaliens armés ripostent, tuant vingt-quatre Pakistanais dont tous les officiers de l'unité. En réponse, le Conseil de Sécurité modifie sa politique : l'imposition de la paix, implicite dans le mandat, devient explicite.

Deux types d'unités sont chargés de réduire les groupes armés d'Aydid et de ses partisans, responsables de la mort des Pakistanais. Il s'agit d'une part des membres d'une force de réaction rapide de 1 000 soldats américains, envoyés pour l'occasion et restés sous commandement opérationnel américain, et d'autre part de militaires déjà présents sur place, notamment d'un sous-groupe français engagé dans la capitale entre les 10 et 18 juin 1993.

Le détachement de la brigade de Baïdoa qui entre dans Mogadiscio le 10 juin regroupe 200 hommes et une cinquantaine de véhicules. Il est composé d'un peloton d'ERC-Sagaie, de deux sections motorisées du 5^e RIAOM, de deux sections sur VAB du 9^e RCP et d'un groupe de sapeurs du 17^e RGP. Le 12 juin, un détachement ALAT vient renforcer les éléments au sol avec une Gazelle de reconnaissance, deux Puma, dont un avec canon de 20 mm, et deux Gazelle armées de missiles HOT. L'ensemble est commandé par le colonel Saqui de Sannes, chef de corps du 5^e RIAOM.

Après avoir évacué l'ambassadeur de France et son équipe ainsi qu'une jeune Française dans un village reculé, le détachement multiplie les patrouilles, fouille la maison du bras droit d'Aydid et intervient sur les quartiers dominant l'aéroport pour neutraliser des tireurs d'élite qui harcèlent les forces américaines³⁷. Mais l'ONU ne compte pas s'arrêter là et décide de mener une vaste offensive contre Aydid. La nuit, les AC 130 américains pilonnent les centres présumés de stockage d'armements. De son côté, le groupe du génie du sous-groupe français détruit le centre de transmissions d'Aydid.

Le 17 juin, les troupes internationales déclenchent une opération de fouille des quartiers du général Aydid. Les Italiens et les Marocains forment un cordon autour des Pakistanais. Les Français sont chargés de

³⁷ Chef de bataillon Bonnemaïson, « Les combats de Mogadiscio », *Armées d'Aujourd'hui*, octobre 1993, p. 17-19.

contrôler l'axe « du 21 octobre » et doivent servir de force de réaction rapide. Dès six heures, des tirs éclatent sur les immeubles tenus par Aydid. Les Pakistanais et les Marocains ripostent mais, très vite, le commandant marocain est tué et son second blessé par des tireurs d'élite qui les ont identifiés alors qu'ils parlaient avec la foule les ayant entourés. Les Français sont appelés en appui. Il est 8 h 30.

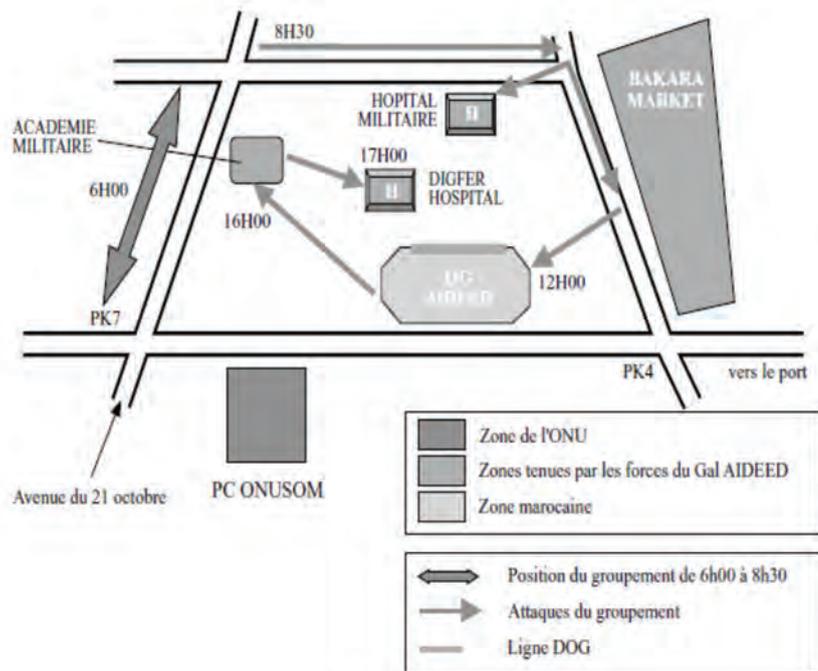
« Les renseignements nous parviennent, confus et contradictoires, raconte le chef de bataillon Bonnemaison : les Marocains sont là. Non, ils sont ici. Les rebelles occupent l'hôpital général [...], enfin... peut-être. On ne sait pas très bien. Vous pouvez rejoindre la zone par cet axe. Non. »³⁸

Des tirs nourris commencent à claquer dans leur direction, en provenance de deux grands bâtiments à quelques centaines de mètres : la manufacture de tabac et surtout l'académie militaire. Le colonel de Saqui de Sannes, pour conserver sa liberté d'action et des secteurs de tirs pour ses appuis, choisit de traverser une zone tenue par les miliciens d'Aydid.

« J'ai regardé la carte et j'ai d'abord examiné la possibilité de passer par le Sud. L'itinéraire était rapide et sûr mais, arrivé dans la zone des combats, je me serais enlégé avec les Marocains, en plein dans l'axe de tir des Pakistanais. Les véhicules n'auraient pas pu circuler et on se serait fait déborder de tous les côtés. L'autre solution était de passer par le Nord et de me positionner sur un terre-plein dominant la zone des

combats. De là je pensais pouvoir utiliser au mieux l'allonge de mes armes. Cela supposait de traverser l'axe des renforts d'Aydid mais cela me paraissait finalement plus sûr. J'ai donc rappelé l'ONUSOM pour leur annoncer mon intention. »³⁹

L'unité est divisée en trois éléments. Tandis que le chef du sous-groupe conserve un peloton d'ERC, une section de VAB et le groupe de sapeurs, le commandant adjoint reçoit l'ordre de tenir le carrefour de l'hôpital militaire avec la section VAB et une section VLRA. « Avec le commandant Bonnemaison, mon adjoint, nous [...] sommes vite tombés d'accord sur le fait que si l'on voulait éviter de se faire déborder et pouvoir se désengager, il fallait tenir le carrefour au nord du terre-plein. »⁴⁰



L'engagement français du 17 juin 1993

Source : CEREX (Centre d'évaluation et de retour d'expérience), « Combats en zone urbanisée. Retour d'expérience des combats de Mogadiscio », *Les Cahiers du RETEX*, n° 4, 2001, p. 1-5, p. 3.

39 Pierre de Saqui de Sannes (colonel au moment des faits), témoignage cité par le lieutenant-colonel Michel Goya, *Sous le feu. Réflexions sur le comportement au combat*, CDEF/DREX, 2006, p. 68-69.

40 *Ibid.*, p. 69.

38 *Ibid.*, p. 18.

L'objectif de cette unité est donc à la fois de renforcer la sûreté de l'élément de tête et de lui apporter la liberté nécessaire. Le troisième élément, composé des moyens sanitaires et d'une section VLRA, est placé en retrait du dispositif, en recueil au carrefour de l'académie militaire, sous le feu de tireurs d'élite qui la harcèlent⁴¹. Le deuxième échelon est également rapidement pris à partie. Encerclé par la foule et sous le feu des snipers, un chef de groupe de la section VAB est blessé, puis la foule se retire brusquement et laisse la place à des *technicals*. Quatre roquettes de RPG frôlent les VAB. La section sur VLRA, plus en arrière, a deux blessés.

La tension monte. Le colonel de Saqui de Sannes doit choisir entre la protection de ses hommes et le risque de frapper la population. À la tête du deuxième échelon, le commandant Bonnemaïson ordonne à ses hommes de prendre d'assaut la position la mieux défendue du dispositif des miliciens : l'hôpital militaire. Maison par maison sur 150 mètres, la section du capitaine Delabbey mène l'assaut. Elle entre dans l'hôpital puis, avec l'assistance d'un peloton de M60 italiens, permet à la section du sergent-chef Martinez de s'emparer de la partie méridionale de l'édifice. Les combats ont duré trois heures. Les pertes sont de quatre blessés dont un touché à la tête côté français et d'une trentaine de miliciens côté somalien. Mais l'opération n'est pas terminée. À 14 h 30, les Pakistanais ayant terminé la fouille et les Marocains étant en réserve, les Français sont chargés de s'emparer de l'hôpital général et d'un campement soupçonné abriter Aydid.

2.4 La relève et le départ

À Baïdoa, l'ONUSOM élargit la zone de responsabilité de la brigade en ajoutant le sud de la province du Gedo, portant à 100 000 km² son aire d'opérations, tout en la renforçant d'un bataillon du Botswana.

41 En raison de la présence de familles, le chef du sous-groupe ordonne de ne pas ouvrir le feu à l'arme lourde et notamment au Puma 20 mm.

Mais les combats des forces françaises dans Mogadiscio le 17 juin ont laissé un arrière-goût désagréable aux militaires français. Les soldats américains sont d'abord restés à bord de leurs véhicules blindés au-delà de la ligne des combats, laissant les Marocains et les Pakistanais, appuyés par les Français et les Italiens, investir maison par maison le quartier où était supposé se trouver le général somalien. Surtout, durant l'affrontement, l'état-major des Armées à Paris a été laissé sans information, tandis qu'à l'état-major de l'opération, les officiers français « *n'étaient admis qu'à faire de la figuration au sein du commandement de l'ONUSOM II* ». Pire, poursuit Marc Fontrier, « *cloisonnés dans des tâches qui ne permettaient aucune compréhension des enjeux, parfois même plus ou moins délibérément désinformés, ils avaient passé le plus clair de la journée à traduire des ordres américains, obsolètes pour la plupart depuis les premiers coups de feu* »⁴².

Dans ce contexte, la lassitude gagne Paris. Avant l'été, les ministères des Affaires étrangères et de la Défense envisageaient le maintien du contingent français jusqu'en 1994, soit deux relèves de six mois chacune à compter du mois d'avril. Mais après les combats de juin 1993, les considérations ont changé. Il est question d'un retrait dès la fin du mois d'octobre, à l'expiration du bail en cours, en raison de la dangerosité croissante du théâtre et de l'attitude des États-Unis. Une réserve est toutefois émise par certains hauts responsables français qui estiment indécent un départ à l'automne d'autant que les troupes effectivement déployées par l'ONU sont en-deçà des attentes, avec 21 000 hommes

42 Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 374. Exaspérés de ne pas être correctement informés par l'état-major américain, les responsables français dépêchent au large de Mogadiscio la frégate *Floréal*. Officiellement, il s'agit d'un exercice de routine pour affirmer la présence française dans l'océan Indien. Mais officieusement, le bâtiment est chargé de renseigner les ministères français sur l'arrivée de moyens américains, et notamment celle du porte-avions *Abraham Lincoln*.

au lieu des 28 000 prévus. Cependant, le 17 septembre, le général Philippe Mercier, chef des opérations à l'état-major des Armées indique au cours d'une réunion à Paris que les 1 130 casques bleus français auront quitté la Somalie entre le 15 décembre et le 15 janvier, sauf si une intervention du ministère des Affaires étrangères impose une prolongation de la présence française dans le cadre des tractations avec les Nations unies pour le Rwanda⁴³.



Camion militaire français

Source :

<http://s3.amazonaws.com/estock/fspid10/77/21/28/somalia-restorehope-africa-772128-o.jpg>

Le 6 octobre, les bataillons marocain et zimbabwéen sont remplacés par deux bataillons indiens et, début novembre, les formations françaises sont relevées à leur tour un mois avant le 15 décembre par des Indiens désireux de s'éloigner au plus vite de la capitale somalienne. Les unités montantes et descendantes œuvrent de conserve pendant trois semaines, puis un Détachement d'assistance militaire et d'instruction (DAMI)

43 *Ibid.*, p. 394. Alors que la France est engagée au Rwanda, elle souhaite voir intervenir les Nations unies. Après le retrait français, Paris conserve toutefois une participation au sein de l'état-major de l'ONUSOM II, réduite à six ou sept officiers, dont le chef du bureau logistique et un officier de renseignement. Un choix révélateur des priorités et de la volonté de continuer à se tenir au courant des évolutions du théâtre et de l'opération internationale.

est constitué à partir des forces françaises de Djibouti pour poursuivre, pendant quatre mois, la montée en puissance des Forces auxiliaires de sécurité, le temps que les unités indiennes puissent prendre la suite de la mission. Le 13 novembre, une prise d'armes franco-indienne marque le départ et laisse une situation relativement pacifiée. Les principales préoccupations ne sont alors plus sécuritaires mais humanitaires. En effet, si la malnutrition a pratiquement disparu, le service de santé des unités est toujours la seule structure réellement capable d'apporter des soins aux populations des bourgs, des hameaux et des campements. Dans l'ensemble de la zone, le seul hôpital - par ailleurs très rudimentaire - se trouve à Baïdoa. Comme les rares autres structures sanitaires mises en place par les ONG et comme les infirmeries d'unités, tous dirigent leurs blessés et leurs malades gravement accidentés vers l'hôpital militaire de campagne déployé auprès de l'antenne chirurgicale aéroportée française de la base de Baïdoa⁴⁴.

En moins de trois semaines, 350 véhicules et 450 conteneurs sont transférés sur une base logistique aéroportuaire déployée au sud de Mogadiscio. Le 4 décembre, les derniers éléments français, exception faite du DAMI, quittent Baïdoa puis, deux semaines plus tard, Mogadiscio. Durant les onze mois passés en Somalie, trois soldats français ont perdu la vie : les conducteurs de 1^{re} classe Ronnie Dueme et Carlos Nunes du 511^e régiment du train, morts dans l'accident de leur VTL en mission logistique sur la route de Mogadiscio à Baïdoa le 6 mars 1993 ; le lieutenant Huon de Penanster du 9^e RCP, décédé en mission d'escorte humanitaire à Baïdoa le 30 mai.

44 « *Oryx*, une intervention difficile... bien dans notre tradition », art. cit., p. 39.

CHAPITRE III

SATISFECIT FRANÇAIS ET ENSEIGNEMENTS

Si le bilan de l'opération *Dryx* est jugé positif par les acteurs militaires français, grâce au rôle joué par les forces prépositionnées à Djibouti notamment, cette opération est, dans le même temps, révélatrice d'enjeux plus généraux dans l'emploi de l'outil militaire français, lesquels préfigurent les engagements des années suivantes.

3.1 Un bilan jugé positif

Le Service d'informations et de relations publiques des Armées (SIRPA) et le général Quadri - qui dirige la seconde phase d'*Dryx* - tirent un bilan positif de la mission française en Somalie. Derrière l'inévitable dimension institutionnelle de ce discours, il y a aussi la conviction que l'engagement en Somalie valide une approche française, nourrie par l'histoire et une certaine compréhension de l'autre, différente de la perception nord-américaine.

Savoir-faire français...

Pour le général Quadri, les progrès réalisés par le contingent français dans la zone de responsabilité de Baïdoa résultent d'un ensemble de facteurs qui renvoient *in fine* à trois aspects indissociables : la cohérence de l'action, l'organisation du commandement et la qualité des contacts noués avec la population.

Ainsi, « la coordination des activités de la quinzaine d'ONG de la région de Baïdoa avec celles des unités militaires a permis de réaliser une complémentarité efficace rapidement mesurée sur le terrain. L'implication des organismes de l'ONU dans ces actions a également contribué à l'amélioration sensible de la situation ».

D'un point de vue tactique, l'approche française repose sur une organisation décentralisée du commandement et une large répartition des unités. Pour contrôler les 25 000 km² de la zone française dans la province de Huddur par exemple, les officiers déploient leurs sections sur plusieurs points pour augmenter la « surface de contact » suivant une approche « par immersion », très différente de celle des Américains qui restent retranchés dans leurs bases et procèdent seulement à des patrouilles⁴⁵. Dans cette perspective, une marge d'initiative très large est accordée aux officiers subalternes et les commandants des zones de responsabilité sont laissés relativement libres pour, dans le cadre des directives de l'ONUSOM, définir des règles d'engagement et de comportement adaptées au contexte local et, ainsi, moduler les actions dans les différents secteurs en fonction des effets recherchés : respect des soldats français, maîtrise du feu et contrôle du désarmement.

⁴⁵ Général Bir, cité par Stephen Smith, « Le contingent français se redéploie en Somalie », *Libération*, 17 mars 1993.

Ce relatif « éparpillement » des troupes sur le terrain n'a pas seulement un impact sécuritaire. Il rapproche en effet Français et Somaliens et contribue à asseoir la confiance en créant une certaine intimité, ajoutant à la bonne connaissance des populations autochtones et de leurs structures sociales. Dans la province du Bakool où, il est vrai, l'homogénéité de la population limite les tensions⁴⁶, les *shir* - conciliations traditionnelles - entre Français et Somaliens sont ainsi presque quotidiens. On discute, on s'écoute, on œuvre de conserve.



Somaliens jouant de la musique

Source : <http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid30/37/55/94/7/somaliasom-somalia-operation-3755947-0.jpg>

Suivant une grille de lecture culturelle, *Oryx* serait en cela le témoignage d'une armée française capable de mener des opérations non

⁴⁶ Les experts français consultés avant le déploiement de l'opération *Oryx* estiment que, dans cette région de 25 000 km², la tâche des forces françaises doit être facilitée par la relative homogénéité des populations et que, par conséquent, la France a tout intérêt à y intervenir (Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 262).

conventionnelles et attentive aux sociétés au sein desquelles elle intervient, dans la continuité de Lyautey, Gallieni. Derrière les mots, c'est cependant un héritage et une formation qui sont mis en avant par ses défenseurs, telle qu'elle est validée dans le cadre du Centre militaire d'information et de documentation à l'outre-mer (CMIDOM), créé en 1965.

« Les jeunes cadres s'initient d'abord aux diverses cultures africaines, aux grandes ethnies et aux groupes religieux [...]. Ils apprennent ensuite à appliquer cette connaissance à la conduite des opérations en privilégiant les actions de contact auprès des populations [...]. L'entraînement des forces africaines occupe également une place importante dans ces programmes de formation [...]. (Ils) se familiarisent avec des méthodes de travail de peuples dont la culture, les valeurs et les modes de pensée imposent de profonds ajustements culturels. »⁴⁷

... et difficultés nord-américaines

Le sentiment d'une réussite du contingent français dans sa mission est inséparable du constat des difficultés rencontrées par d'autres à commencer par ceux des États-Unis et du Canada.

Selon les conclusions du rapport de la commission d'enquête sur la Somalie effectué par les forces canadiennes, l'engagement du Régiment aéroporté du Canada a, en effet, été caractérisé par une mauvaise interprétation des règles d'engagement, amenant des membres à causer la mort de Somaliens lors de trois incidents : le 17 février 1993, des soldats canadiens tirent sur des Somaliens rassemblés sur le pont Bailey de Beletuen puis, les 4 et 17 mars 1993, deux autres Somaliens sont tués. Or, selon les auteurs du

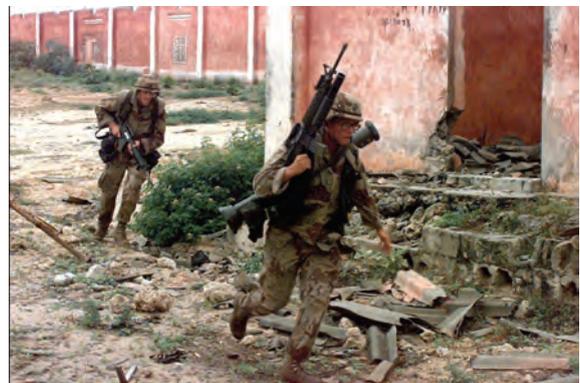
⁴⁷ Colonel (ER) Henri Boré, « Se préparer aux interventions extérieures : l'expérience française », *Doctrine*, n°9, juin 2006, p. 95-99, p. 96.

rapport, outre l'absence de clarté entourant la mission en Somalie et le manque de temps pour se préparer, la chaîne de commandement a fait preuve de déficiences dans la communication des règles d'engagement à la troupe, n'a pas apporté de formation complémentaire suffisante et a fait preuve d'un manque de rigueur dans leur mise en œuvre. Avant leur départ par exemple, les soldats avaient seulement reçu une formation sur le droit des conflits armés, mais aucune sur les règles d'engagement⁴⁸.

Aucune directive n'avait également été donnée à l'ensemble du régiment, laissant chaque commandant libre de proposer son interprétation des règles d'engagement. Les aide-mémoires demandés par le commandement n'ont été prêts qu'au moment du départ, soit trop tard pour pouvoir être réellement assimilés. Sur place, entre les contingents, les cartes du soldat différaient voire parfois s'opposaient. Quant aux règles d'engagement du contingent canadien, elles n'ont été communiquées que lentement et au compte-gouttes, tout en changeant et sans régler certains points comme la distinction entre « acte d'hostilité » et « intention hostile », alors qu'au bout de plusieurs semaines et mois passés en Somalie « le ressentiment croissant des soldats à propos des vols constants, et leur confusion au sujet de l'application des RE [règles d'engagement] [avaient] opéré un mélange de plus en plus explosif »⁴⁹.

Plus que l'expérience canadienne, ce sont cependant les combats des 3 et 4 octobre 1993, au cours desquels l'armée américaine perd dix-huit soldats, dont seize des forces spéciales et deux hélicoptères du 160^e *Special Operations Airborne Regiment* (SOAR), qui symbolisent l'échec d'une approche. Absence de véhicules blindés à chenille, trop faible protection des *Humvees*, accroissement des risques et de l'exposition au feu en

voulant aller chercher les équipages des hélicoptères abattus, sous-dimensionnement des équipes de sauvetage (une seule pour deux hélicoptères abattus), méthode de commandement, importance accordée à la technique, plusieurs arguments ont été invoqués concernant aussi bien les matériels que l'éthique ou la planification des forces américaines⁵⁰. Ainsi, comme le remarque le colonel Goya (alors lieutenant-colonel), le général Garrison n'était pas sur le terrain mais commandait le raid depuis un *Joint Operations Center* relié à la zone d'opérations par trois hélicoptères OH-58 équipés de caméras vidéo et de divers moyens de communications *high-tech*. Ce faisant, il n'a pas pu sentir l'ambiance de la zone de combat alors que les troupes au sol, de leur côté, attendaient que le général prenne des décisions. Elles ont donc fait preuve d'un certain attentisme lorsque les premiers combats ont commencé⁵¹.



Soldats américains courant dans Mogadishio

Source :

<http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid30/21/05/95/0/mogadishu-somaliasom-somalia-2105950-0.jpg>

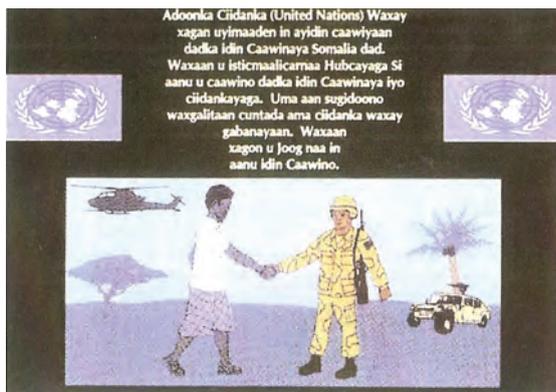
48 Ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes, Rapport de la commission d'enquête sur la Somalie, rendu public le 2 juillet 1997. URL : <http://www.dnd.ca/somalia/vol2/v2c22f.htm>. Consulté le 13 février 2012.

49 *Ibidem*.

50 Cet engagement est considéré d'un point de vue purement tactique comme la démonstration du savoir-faire de combattants américains qui ont réussi à limiter les pertes tout en restant une journée dans une ville hostile. C'est d'ailleurs pour cela que l'armée américaine a soutenu Ridley Scott dans son film *La Chute du Faucon noir*.

51 Lieutenant-colonel Michel Goya, *op. cit.*, p. 72. À noter que les adjoints du général Garrison en charge des opérations terrestres et aériennes, se trouvaient dans des hélicoptères.

Le bilan est en tout cas désastreux, et pas seulement en raison des pertes américaines et de leurs incidences sur l'engagement des États-Unis en Somalie. Alors que les Français ont, le 17 juin, fait preuve de retenue dans l'usage de la force - le colonel Saqui de Sannes face à la foule donne notamment l'ordre de tirer au-dessus des têtes des civils et de ne pas faire de « *tir à tuer* »⁵² -, les affrontements des 3 et 4 octobre ont considérablement accru les haines et rancœurs contre l'opération internationale. « *Dans une ville où ce week-end "plus de 750 civils somaliens ont été blessés par balles" selon les listes nominatives établies par la Croix-Rouge (CICR), les assoiffés de vendetta sont légion [...]. Sur les lieux des affrontements, en train de remettre en état leurs échoppes et maisons, tous étaient unanimes pour "maudire les Américains".* »⁵³ Dans ce contexte, les sept millions de tracts distribués dans le cadre des opérations psychologiques pèsent de peu de poids. D'autant que, comme le rappelle Mark Bowden, les morts et blessés s'ajoutent aux nombreux vols réalisés à basse altitude au-dessus de quartiers de Mogadiscio par les hélicoptères de la *Task Force Ranger*, des vols qui avaient déjà suscité une hostilité à l'égard d'Américains perçus comme arrogants.



Tract américain distribué lors de l'opération *Restore Hope*

Source : R. W. Stewart, *The United States Army in Somalia. 1992-1994*, Department of the Army, 2003, p. 14.

52 Témoignage personnel du lieutenant-colonel Fontrier, présent dans le véhicule de commandement lors d'Oryx en tant que B2, soit chef du renseignement de l'opération (entretien du 23 juin 2012).

53 Cité par Anne-Claire de Gayffier de Bonneville, art. cit.

3.2 Connaissance du terrain et forces prépositionnées

L'argument culturel d'armées rôdées aux interventions extérieures en Afrique et vivant aux côtés des populations ne saurait cependant suffire à expliquer à lui seul le bilan des soldats français dans les régions de Huddur et de Baïdoa. Parmi les éléments clés de l'intervention française en Somalie, l'un des principaux - si ce n'est le principal - est la présence de forces pré-positionnées à Djibouti (FFDJ). Sans elles en effet, l'opération *Oryx* n'aurait pas pu suivre le même calendrier que les Américains et le soutien en ressources, moyens et personnel qualifié aurait été considérablement plus difficile et coûteux, affectant d'autant la continuité des actions et la sérénité de leur conduite.

De plus, les unités ont, avant même d'intervenir, une idée suffisamment précise du milieu, des conditions climatiques et du poids des hiérarchies sociales. Les populations *issa* de Djibouti sont présentes en Somalie, notamment au Somaliland. De même, les FFDJ sont déjà intervenues devant Mogadiscio en janvier 1991 pour récupérer et évacuer des ressortissants étrangers lors de l'opération *Bérénice* et, lorsqu'elles reçoivent l'ordre de partir pour la Somalie, elles sont engagées depuis le 26 février 1992 dans l'opération *Iskoutir* qui entremêle interposition et humanitaire⁵⁴. En fait, si l'humanitaire peut sembler à une partie des soldats français une gêne pour l'opérationnel, mêler les deux et agir conjointement dans

54 Au moment de son déclenchement, l'opération *Iskoutir* avait pour but de stabiliser le conflit entre le Front révolutionnaire pour l'union et la démocratie (FRUD) et l'armée nationale djiboutienne (AND) sur le territoire de la République de Djibouti. Les unités des FFDJ ont été initialement installées dans quatre postes pour observer le cessez-le-feu, protéger les populations et leur apporter une assistance humanitaire. Au début du mois d'août 1993, avec l'offensive de l'AND qui a rendu obsolète l'observation du cessez-le-feu, le dispositif a été adapté (abandon d'un poste, déplacement d'un deuxième) et l'accent a été mis sur le volet humanitaire de la mission. En octobre 1993, 80 hommes sont engagés dans *Iskoutir* (Opération *Iskoutir*. Visite en Somalie et à Djibouti du chef d'état-major de l'armée de Terre, 29 octobre au 2 novembre 1993, octobre 1993, p. 23).

les deux domaines n'est pas neuf. Les unités de l'armée de Terre ont déjà la pratique en 1992, dans la Corne de l'Afrique, de missions relativement proches de celles qu'elles doivent mener en Somalie :

- contrôle de zone, intervention, protection de points, de convois et de population dans une perspective de maîtrise de la violence ;
- propositions de *modus vivendi*, de concertation et de négociations, tournées en brousse, assistance médicale, approvisionnement en denrées de première nécessité, recherche de la dissuasion « *dans une perspective de reconstruction de la société* »⁵⁵.

Cette connaissance de l'environnement confirme le sentiment de la qualité de la préparation et l'anticipation des situations par le commandement. « *Venant de Djibouti, raconte ainsi le colonel de Saqui de Sannes, on connaissait bien la culture somalienne. Nous savions que mêler les femmes et les enfants aux combats leur paraissait naturel car quand un clan se bat, c'est le clan tout entier qui va au combat. Ils savaient bien sûr que cela nous choquait et en profitaient. Quoi qu'il en soit, nous nous comporterions en soldats occidentaux et ne tirerions pas sur les femmes et les enfants.* »

Pour éviter le piège de la foule, tous les véhicules sont ainsi équipés de rouleaux de fil de fer barbelé pouvant être déployés à plusieurs dizaines de mètres de l'unité en cas d'arrêt, les signes distinctifs de commandement sont également ôtés et les hommes perçoivent une importante dotation en grenades offensives. De même, dans son souci de maintenir la violence à un niveau relativement bas ou du moins d'en contrôler la montée, le colonel a le souci de ne pas nourrir les dynamiques conflictuelles dans Mogadiscio, pour éviter tout emballement, de préparer l'après engagement, et ainsi de favoriser l'instauration un état postérieur plus

favorable. « *Je savais aussi que derrière cette journée, poursuit-il, l'opération continuerait et que le clan Aydid ne nous aurait jamais pardonné d'avoir massacré ses femmes et ses enfants.* » La consommation des munitions lors des sept heures de combat est éclairante de cette volonté de limiter l'escalade de la violence : 1 500 coups de FAMAS, 2 000 de 7,62 (FRF2 et ANF1) et 500 coups de 12,7, aucun obus explosif d'ERC et aucune roquette de LRAC⁵⁶.

D'ailleurs, sur l'insistance de Boutros Boutros Ghali qui va même jusqu'à proposer aux Français la direction de l'ONUSOM, Paris envisage lors de son retrait de déployer une partie des troupes dans le Nord, où la normalisation suit son cours et où l'administration provisoire du Somaliland sécessionniste ne serait pas hostile à la présence de soldats qu'elle connaît.

Cette opération, qui ne voit finalement pas le jour, aurait été menée à partir de la base française de Djibouti, dans le cadre de l'ONUSOM, avec un commandement autonome par rapport aux Américains et à leurs successeurs⁵⁷.

3.3 Révélateurs tactiques

Si *Oryx* apparaît comme un succès, il n'en reste pas moins que des leçons tactiques apparaissent et préfigurent les engagements des années suivantes.

Unités *ad hoc* et forces morales

Dans ses retours d'expérience, le général Quadri souligne la difficulté à commander des unités « de marche » provenant de régiments d'origine diverses. La création des unités *ad hoc* pose en effet la question du commandement puisqu'une partie des officiers et des hommes, qui vont être largement répartis sur le terrain, ne connaissant pas leurs chefs. « *Or la présence*

⁵⁵ Colonel Duval, « Djibouti plaque tournante... », *art. cit.*, p. 55.

⁵⁶ Pierre de Saqui de Sannes cité par le lieutenant-colonel Goya, *Sous le feu, op.cit.*

⁵⁷ Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 395.

d'une chaîne hiérarchique complète, c'est-à-dire le chef de corps et ses capitaines, reposant sur la connaissance des habitudes de travail du chef par les subordonnés, offre à ceux-ci une plus grande initiative lors des actions décentralisées demandant une réaction rapide sur le terrain.»⁵⁸



Officier français dans une P4 en Somalie

Source :

<http://s3.amazonaws.com/estock/fspid9/14/06/85/o/africa-afrika-afrique-1406850-o.jpg>

Ce problème n'est cependant pas seulement «vertical» et se retrouve dans le fonctionnement des PC. Si chaque officier d'état-major a bien été formé aux mêmes procédures, la cohésion, l'esprit d'équipe et l'habitude du travail en commun ne s'obtiennent qu'avec le temps. Un délai de rodage s'impose donc pour le commandement. C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'au début des années 1990 l'armée de Terre a ouvert des camps de cohésion d'une durée de trois semaines pour tous le personnel des bataillons devant partir en ex-Yougoslavie⁵⁹.

Toutefois, dans le cas des combats de Mogadiscio en juin 1993, malgré l'absence de tels séjours de préparation, force est de constater que l'amalgame entre professionnels et volontaires pour un service long (des appelés du contingent ayant signé un document leur autorisant un déploiement en opérations extérieures) n'a pas posé de difficultés particulières⁶⁰. Le colonel de Saqui de Sannes reconnaît avoir en effet pu « constituer une troupe fiable, instruite et capable de manœuvrer d'une façon cohérente »⁶¹, malgré le fait que les éléments constitutifs de son sous-groupement n'avaient encore jamais manœuvré ensemble sur le terrain étant donné la dispersion des unités sur la zone de responsabilité française.

Cependant, le 17 juin fait suite à une semaine de missions déterminantes pour la préparation au combat et la construction de la cohésion entre les unités. « *Dans le domaine de la cohésion, [elles] ont rôdé le sous-groupement et habitué les sections à agir ensemble en binômant une section VAB et une section VLRA. Le personnel a appris à se connaître et à s'apprécier.* »⁶² De même, le sang-froid des cadres et leur volonté de le faire sentir à la troupe a également joué un rôle, rappelant celui des « forces morales ». Sous le feu, les hommes évoluaient sur un canal radio identique avec le volume des postes au maximum, chacun pouvant ainsi entendre les autres, le calme du commandant se répercutant à tous les acteurs. À l'inverse, par contrecoup, cette absence apparente de nervosité inquiétait des Somaliens qui, s'ils ne pouvaient comprendre les dialogues, savaient que leurs adversaires ne craquaient pas sous la pression.

58 Lieutenant-colonel Duval, Jeand'heur, Michon et Sanz, *Enseignements tactiques : les opérations terrestres de l'armée de Terre des années 1990*, Les Cahiers de la Recherche doctrinale, 2005, p. 29.

59 Colonel Mariotti, « Instruction et entraînement des éléments engagés », *Métamorphose des missions ? Le soldat et les armées dans les nouveaux contextes d'intervention*, Actes du colloque des 14, 15 et 16 juin 1994, C2SD, décembre 2000, p. 93-99.

60 En octobre 1993, les appelés volontaires représentent 45 % des effectifs d'Oryx, certains d'entre eux n'ayant été appelés sous les drapeaux que depuis quatre mois (*SIRPA Actualité*, 15 octobre 1993).

61 Pierre de Saqui de Sannes cité par le lieutenant-colonel Goya, *Sous le feu*, *op.cit.*, p. 4-5.

62 *Ibid.*, p. 4.

Redécouverte du combat urbain

Pour les hommes du sous-groupe commandé par le colonel de Saqui de Sannes, les combats du 17 juin dans Mogadiscio résonnent comme une redécouverte d'un combat urbain dont les caractéristiques ont été oubliées depuis de très longues années. Et sans pour autant revenir en détail sur les caractéristiques de cette forme de combat⁶³, on peut toutefois rapidement en présenter la perception et les solutions retenues par les acteurs français dans Mogadiscio.



Rue de Mogadiscio en 1993

Source :

<http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid31/14/50/29/2/somalia-mogadishu-unosom-1450292-0.jpg>

Dans leurs analyses *a posteriori* de l'opération, tant le colonel Saqui de Sannes que le chef de bataillon Bonnemaïson insistent sur l'aspect dimensionnant d'un terrain urbain consommateur en ressources. « *Il faut tenir les hauteurs, [...] tenir un carrefour c'est tenir le point qui le domine, [...] en ville le danger est*

sur 360 degrés. »⁶⁴ Les troupes embarquées doivent donc être débarquées pour occuper les constructions et éviter d'être prises pour cibles par des tireurs isolés postés sur les toits ou dans des embrasures de fenêtres, comme les troupes marocaines restées dans les rues. Le plan adopté par le colonel vise d'ailleurs à prévenir ces risques résultant du caractère omnidirectionnel de la menace, avec le choix de n'engager que le tiers des effectifs dans la direction principale, les deux autres tiers étant soit en appui, soit en couverture.

Si dans l'engagement du 17 juin l'analyse du terrain et de l'ennemi comme les choix opérés par le commandement se sont avérés pertinents, le facteur « chance » (qui tient peut-être au manque de formation et à l'inexpérience de l'adversaire) ne doit pas être ignoré. Ainsi, l'une des sections VAB a fait face à des tireurs de RPG qui ont manqué par quatre fois leur cible. De plus, la répartition des blessés rappelle avec force la vulnérabilité des véhicules français et notamment des tireurs. Alors que sur les P4 et les VLRA, qui ne bénéficient d'aucun blindage, les soldats ont fixé sur les capots et en ceinture de caisse des sacs de sable qui offrent une certaine protection contre les munitions de petit calibre, les tireurs de 12.7 des VAB, cibles prioritaires pour les tireurs d'élite ennemis, se sont avérés peu protégés face à une menace omnidirectionnelle à des distances d'engagement faibles. Sur les trois blessés de la journée du 17 juin, deux sont des tireurs de 12.7 sur VAB : l'un gravement touché à la tête, l'autre seulement blessé à la main malgré un casque transpercé par une balle⁶⁵.

63 Sur l'articulation entre géographie urbaine et tactique, voir entre autre Joseph Henrotin, « Quelques facteurs d'influence de la géographie sur le combat urbain », dans Tanguy Struye de Swielande (dir.), *Les interventions militaires en zones urbaines : paradigmes, stratégies et enjeux*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 2008, p. 9-22 ; Général Michel Yakovleff, *Tactique théorique*, Paris, Économica, 2009 (2^e édition), p. 112-119 ; Philippe Boulanger, *Géographie militaire*, Paris, Ellipses, 2006, p. 253-281 ; Eyal Weizman, *À travers les murs. L'architecture de la nouvelle guerre urbaine*, Paris, La Fabrique éditions, 2008 (2007 pour l'édition américaine).

64 Chef de bataillon Bonnemaïson, *art. cit.*

65 Le constat est repris dans les Balkans, où nombre de victimes des snipers étaient ces fantassins trop peu protégés.

Le rôle des hélicoptères

L'engagement à Mogadiscio des troupes françaises rappelle également l'importance des hélicoptères en combat urbain. En effet, les renseignements disponibles se sont révélés souvent erronés, dépassés, voire contradictoires et, ce sont les équipages de l'ALAT qui ont permis de corriger certaines informations ou de préciser en temps réel la réalité de la situation.

De manière plus générale, entre les 12 et 16 juin, les hélicoptères ont permis :

- avant l'action, aux cadres d'effectuer les reconnaissances d'axes et d'itinéraires de déplacement et des objectifs à investir ;
- pendant l'action, de renseigner sur l'environnement des objectifs, les toits et l'intérieur des enceintes des maisons.

Le 17 juin, tout en renforçant la fonction renseignement par la vérification des informations disponibles, ils ont joué à la fois un rôle tactique et psychologique⁶⁶ :

- d'un point de vue tactique, ils ont informé sur la présence de tireurs d'élites ennemis, de civils et sur les mouvements de la foule, tout en assurant le guidage des troupes sur les itinéraires pris sous le feu ;
- d'un point psychologique, leur impact a été double, dissuadant un ennemi ayant encore en mémoire les tirs des hélicoptères américains sur des bâtiments abritant des miliciens et des habitants, et réconfortant les soldats français engagés dans les combats.

⁶⁶ Centre d'évaluation et de retour d'expérience (CEREX), « Combats en zone urbanisée. Retour d'expérience des combats de Mogadiscio », *art. cit.*, p. 5. En raison de l'imbrication entre la population civile et les rebelles, les hélicoptères n'ont pas « traité » directement les objectifs au sol, se contentant de les désigner.



Gazelle française durant l'opération Tempête du désert (1990-1991)

Source : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/2/2b/French_SA341F2_Gazelle_during_Desert_Shield.jpg?uselang=fr

3.4 Dépendances et interdépendances

La Somalie, une intervention de type nouveau

L'intervention en Somalie est alors d'un type nouveau par rapport aux interventions africaines françaises post-décolonisation ou encore à celles menées par l'ONU. Il ne s'agit pas d'intervenir pour défendre le sanctuaire national, les intérêts vitaux du pays ou un gouvernement allié en vertu d'accords de défense. Il ne s'agit pas non plus d'une opération de maintien de la paix entre deux belligérants que l'ONU a multipliée depuis le premier envoi de casques bleus entre l'Égypte et Israël en 1956. Il ne s'agit pas enfin d'une mission humanitaire *stricto sensu*, comme la force militaire d'intervention rapide engagée en 1992 au Burundi puis en Centrafrique, à Mayotte et au Tchad⁶⁷. La fin des années 1980 et le début des années 1990 voient en effet le rapprochement des missions humanitaires et des missions militaires puis leur interpénétration. « L'action humanitaire nécessite ou accompagne l'intervention

⁶⁷ Tibaut Stéphane Possio, Les évolutions récentes de la coopération militaire française en Afrique, Paris, Éditions Publibook, 2007, p. 320.

militaire »⁶⁸, cette dernière servant au mieux à contraindre les belligérants, au pire à rendre possible un éventuel passage à l'action de force tout en ayant pour règle de ne pas utiliser les armes en premier.

Mais derrière la spécificité de la mission, caractéristique de la première moitié des années 1990 avec les opérations LIBAGE au Kurdistan (aide aux populations kurdes dans le nord de l'Irak) et FORPRONU en Ex-Yougoslavie, la contribution française en Somalie présente un double visage : d'une part, d'une intervention qui exige de pouvoir changer très rapidement de posture pour passer de l'aide directe aux populations à l'action de coercition et vice-versa ; d'autre part, d'une intervention dépendante d'acteurs sur lesquels, finalement, le contingent français a relativement peu de prises avec, en toile de fond, un sentiment d'inutilité.

« *Au fond, raconte au journaliste Stephen Smith un officier en instance de départ au moment où la zone française est élargie au Baay, la région de Baïdoa, même quand ça marche bien, on se demande à quoi ça sert. [...] Il n'y a pas d'autorités locales qui puissent prendre la relève, nous ne traitons qu'avec de faux chefs totalement corrompus. Alors le jour où on partira, tout s'écroulera de nouveau.* »⁶⁹

Et effectivement, trois jours après le départ des soldats français de la province du Bakool, toutes les installations sont pillées.

Une dépendance à des contingences politiques extérieures

Cette dépendance à des contingences politiques n'est certes pas nouvelle, le militaire restant un outil entre les mains des décideurs, mais

dans sa dimension locale et internationale, dans l'absence d'État et le fait d'agir au sein d'une coalition dont l'on n'est qu'un rouage, l'intervention en Somalie paraît étonnamment nouvelle. L'expérience irakienne des forces britanniques, au début des années 2000, n'est en effet pas sans rappeler, par un jeu de miroir, une intervention française en Somalie prise entre les Nations unies et l'omniprésence d'un acteur américain qui avance à son rythme et impose son tempo, en particulier lors d'ONUSOM II. Dans la région de Bassorah en effet, les forces britanniques, en volume réduit par rapport à la population à contrôler (8 000 hommes en 2003, 5 000 en 2008), n'ont qu'une prise superficielle sur les événements et sont confrontés à la lenteur des organisations civiles pour mettre en œuvre la reconstruction ainsi qu'à un manque de contrôle sur des acteurs extérieurs sur lesquels ils n'ont que peu de prise : milices locales, sociétés privées, action des forces américaines, inefficacité relative des forces locales⁷⁰.



Soldats américains devant une arche

Source :

http://s3.amazonaws.com/estock_dev/fspid10/67/44/09/africa-eastafrika-somalia-674409-0.jpg

En Somalie, entre 1992 et 1994, ce ne sont pas seulement les États-Unis qui sont en cause, dans leur omniprésence et leur approche de l'opération, mais aussi une ONU accumulant les maladresses, même si Paris parvient à peu près à échapper aux remous qui en résultent.

⁶⁸ Jacques Thouvenin, « Quelles ressources pour quelles missions ? Le cas français », *Métamorphose des missions ? Le soldat et les armées dans les nouveaux contextes d'intervention*, op. cit., p. 142-157, p. 145.

⁶⁹ Cité par Stephen Smith, « Le contingent français se redéploie en Somalie », art. cit.

⁷⁰ Michel Goya, *Res Militaris. De l'emploi des forces armées au XXI^e siècle*, Paris, Economica, 2010, p. 233. Voir également du même auteur *Irak. Les armées du chaos*, Paris, Economica, 2009, 2^e édition, chapitre 14.

CHAPITRE IV

LES ERREMENTS DE L'ACTION INTERNATIONALE

Pour Jean-Christophe Mabire, l'intervention internationale en Somalie a été « *un énorme gâchis* »⁷¹. Lorsque les derniers contingents internationaux partent, rien n'a été réglé ou presque. Les maladroites d'une partie des acteurs onusiens, la cacophonie entourant l'intervention internationale et le glissement du sens de l'opération n'ont pas permis de mettre un terme aux logiques conflictuelles divisant le pays. Cependant, l'ONUSOM I, *Restore Hope* et l'ONUSOM II n'ont pas constitué qu'une simple parenthèse. Elles ont affecté les dynamiques somaliennes internes et laissent une Somalie transformée.

4.1 Une succession de maladroites

Si la communauté internationale a identifié la dangerosité du théâtre somalien, elle n'en a pas pour autant compris sa spécificité. Dès la préparation de l'ONUSOM I, les Nations unies se singularisent par leur méconnaissance de la région et leurs erreurs. Ainsi, le rapport du 11 mars 1992 du Secrétaire général est ponctué de « *confusions entre les factions, [de] positionnements lénifiants de ces dernières et [d']associations incertaines* »⁷².

Dans ce contexte, la première maladroite ne se fait pas attendre avec le soutien affiché de l'ONU à Madhi. Aucun des autres protagonistes de la chute de Siyad Barre ne peut, en effet, admettre de voir internationalement reconnu un personnage dont les combattants

n'occupent qu'une petite enclave dans le nord de Mogadiscio. Certes, il bénéficie de l'appui de son clan et d'adversaires d'Aydid, mais l'importance que lui attribue la communauté internationale reste inintelligible pour les autres groupements armés qui attendent de se voir traités sur un pied d'égalité. Or, du fait de ce positionnement, les Nations unies apparaissent comme une organisation prenant parti. D'ailleurs, pour un Mahdi conscient de sa fragilité, l'ONU est un appui qu'il convient de faire fructifier. En mars 1992, il transmet ainsi au détachement technique des Nations unies, conduit par le Canadien Robert Gallagher, un document dans lequel il demande explicitement l'envoi d'urgence d'un contingent international « *afin de sauver la nation d'une destruction totale* »⁷³. Il suggère même précisément de mettre en place dans Mogadiscio et ses environs une force d'environ 4 500 hommes, dont il propose la composition et une hypothèse de déploiement. Ainsi propose-t-il de mettre les contingents internationaux au service d'un intérêt particulier.



Casques bleus à Mogadiscio

Source : <http://s3.amazonaws.com/estock/fspid10/15/61/29/5/somalia-mogadishu-unosom-1561295-0.jpg>

⁷¹ Jean-Christophe Mabire, *art. cit.*, p. 65.

⁷² Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 212.

⁷³ Cité par Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 215.

En dépit de la découverte progressive de la complexité somalienne, l'ONU persiste dans son approche. Elle plaide pour la mise en place d'un régime de transition sous la direction de Mahdi et, ce faisant, pousse à une reprise de la confrontation armée en favorisant un regroupement de circonstance des milices autour du général Aydid. Lors des tentatives ultérieures d'instauration d'un gouvernement à partir des conférences inter-somaliennes, les médiateurs internationaux placent sur un pied d'égalité les représentants de l'ensemble des factions sans davantage tenir compte des usages en vigueur, de la représentativité des uns et des autres et des rapports de force réels sur le terrain. Enfin, les responsables de l'ONU entreprennent une reconstruction nationale fondée sur la famille élargie ou le clan, mais en instaurant un découpage des districts sans cohérence avec les espaces traditionnels de ces mêmes familles et clans.

Méconnaissance, manque d'empathie, les reproches sont multiples. Cependant, ils dépassent le seul cadre de la Somalie et puisent leurs racines dans le contexte du début des années 1990. Tant les Nations unies que les États-Unis ne sont pas disposés à faire œuvre de patience dans ce pays. « *Si l'on est aisément venu à bout de l'imposante armée de Saddam Hussein, estime-t-on en effet alors à Washington et New York, régler l'histoire d'un petit pays arriéré et de sa poignée de bandits doit relever de la promenade de santé pour peu que chacun là-bas accepte sans broncher d'exécuter ce que la communauté internationale enjoint de faire.* »⁷⁴ Mais pour y arriver, il eût fallu être crédible. Or un mois à peine après le débarquement des premières unités, les chefs de guerre ont déjà pu éprouver, à plusieurs reprises, la faible capacité de dissuasion militaire de l'opération internationale. Certains des notables contactés par les Nations unies pour participer aux structures de concertation locale ont été assassinés - ainsi qu'un humanitaire - sans susciter de réelles réactions. L'absence d'unité dans l'action au

sein de la coalition internationale, perceptible par tous dans les semaines et mois qui suivent, ne contribue guère à inverser ce sentiment.

4.2 Cacophonie en Somalie

À bien des égards, la situation en Somalie apparaît, au tournant de l'année 1992-1993 et lors de la mise en place d'ONUSOM II en mars 1993, comme une cacophonie dans laquelle chaque acteur tente de faire avancer ses pions à moindre coût et moindre risque, entraînant une perte de cohérence et de crédibilité de l'ensemble de l'opération.

Entre grands projets et petits calculs

Boutros Boutros Ghali, entré en fonction le 1^{er} janvier 1992 et immédiatement accaparé par le dossier yougoslave, est convaincu que les nations sont d'une certaine manière condamnées à disparaître et qu'une gouvernance mondiale va inéluctablement s'imposer. Il souhaite donc une Organisation des Nations unies plus intrusive, participant au maintien, au renforcement, et à l'imposition de la paix. Dans ce grand projet, la Somalie est une étape, un « *laboratoire d'expérimentation pour des stratégies susceptibles d'être retenues au profit d'autres théâtres* »⁷⁵.

Pour le Secrétaire général des Nations unies, le rôle dévolu à *Restore Hope* est en cela clairement insuffisant. Protéger les lignes de communication pour acheminer l'aide humanitaire ne peut résoudre les problèmes politiques de la Somalie. Il faut un désarmement total, qui ne peut passer que par un engagement de troupes présentes sur place avec des moyens matériels et juridiques nécessaires. La lettre transmise au Conseil de sécurité le 19 décembre est claire sur ce point : l'opération en cours doit à tout prix étendre son champ d'action à l'ensemble du pays et prendre à son compte la neutralisation

⁷⁴ *Ibid.*, p. 233.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 264.

des armements lourds et le désarmement des bandes de jeunes criminels, ce qui impose en parallèle la nécessité d'assurer un cessez-le-feu, de procéder au déminage du Somaliland et de créer une force de police déployée sur l'ensemble du pays.

Or cette conception, généreuse et ambitieuse, est irréaliste au regard de la situation sur le terrain. Dans le Nord, la situation est déjà en passe de se gérer toute seule, à la façon somalienne et « *toute présence étrangère dans ces circonstances ne peut y être considérée que comme une ingérence motivée des desseins douteux* »⁷⁶. Par ailleurs, pour les acteurs américains qui n'en arrivent pas aux mêmes conclusions du fait de leur méconnaissance du théâtre somalien, l'ordre du jour du Secrétaire général est incompatible avec une opération qui doit initialement durer six semaines. D'ailleurs, le 4 janvier, les responsables américains le rappellent en annonçant pour le 20, soit à la date de la passation de pouvoir entre George Bush et Bill Clinton, le retrait progressif de troupes dont les ordres se limitent à établir un environnement sécurisé dans la seule perspective de la distribution humanitaire d'urgence.



Déchargement d'un avion

<http://s3.amazonaws.com/everystockphoto/fspid31/50/63/70/7/somaliasom-somalia-operation-5063707-0.jpg>

⁷⁶ *Ibid.*, p. 265.

Ces divergences entre New York et Washington se répercutent sur place et affectent la coopération entre les contingents. Alors que, pour le ministère français des Affaires étrangères, la résolution de l'ONU du 14 décembre fait une référence explicite à « la nécessité de retirer leurs armes à ceux qui en sont dotés », les militaires français se trouvent pris entre leurs directives et l'approche américaine. Ainsi des légionnaires, qui avaient démonté une MG-42 allemande datant de la Seconde Guerre mondiale installée sur une camionnette, sont priés par le commandement américain de la restituer à son propriétaire, celui-ci étant employé par une organisation humanitaire⁷⁷. Finalement, sur la question du désarmement, un accord se fait entre le contingent français et le commandement américain sur une position médiane : seules les armes constituant une menace ou « *brandies de façon ostensible ou provocante* » seront saisies. Mais ces discussions sont révélatrices de l'absence d'unité au sein de la force internationale, d'une ONUSOM I prise entre les projets du Secrétaire général et les ambitions plus modestes du gouvernement américain.

ONUSOM II : l'hégémonie assumée de Washington

Engagée dans une réflexion sur les scénarios permettant de reconstruire un pays, la nouvelle administration américaine n'est pas particulièrement favorable à un maintien en Somalie lors de son arrivée au pouvoir. Dans la mesure où il n'y a pas de gouvernement élu démocratiquement à appuyer, l'état-major américain presse le pouvoir civil pour rapatrier les troupes dans les meilleurs

⁷⁷ Philippe Gélie, « Somalie : faut-il désarmer les factions ? », *Le Figaro*, 15 décembre 1992. Le secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines de l'administration Clinton se range à la position de Boutros Boutros Ghali sur le désarmement des milices et rompt avec la politique du précédent gouvernement.

délais. À Washington, le comité de travail qui réunissait chaque semaine les représentants des diverses agences américaines déployées suspend même ses réunions à la fin du mois de février.

Si les États-Unis ne souhaitent pas assumer officiellement la responsabilité politique d'une nouvelle opération en Somalie alors que l'ONU l'appelle de ses vœux, leur position incontournable ouvre toutefois la voie à un accord entre Boutros Boutros Ghali et la Maison Blanche à propos des modalités d'une poursuite des opérations. Les États-Unis restent sur place mais assurent la direction d'une opération qui doit répondre à certains critères. D'abord, il est admis que l'usage des armes peut avoir lieu autrement que dans des situations défensives, changement approuvé par la France même si plusieurs autres États d'Europe du Nord sont réticents. Ensuite, il est reconnu que les soldats américains conservent leur propre chaîne de commandement en parallèle à celle des Nations unies, ce qui leur permet d'intervenir dans le cadre de l'opération internationale ou en tant que structure nationale. Dans le même ordre d'idée, il est prévu que le déploiement d'une force embarquée sur des navires américains ou dans un pays voisin reste sous commandement américain⁷⁸.

Avec le mandat de l'ONUSOM II adopté en mars 1993, Boutros Boutros Ghali a obtenu deux succès. Les Nations unies restent en Somalie et l'article 42 du chapitre VII de la Charte sur l'emploi de la force sera interprété le plus largement possible, élément important dans sa conception du rôle futur de l'organisation internationale. Le pari est jouable mais risqué. « *L'usage de la force sans le consentement des autorités locales*

78 Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 299. La *Task Force Ranger*, force spéciale d'un millier d'hommes mise en place en août 1993, est strictement sous commandement et contrôle opérationnel américain. Le général William F. Garrison, qui la commande, n'est pas sous l'autorité du général Montgomery, même si sur le terrain les deux hommes travaillent ensemble.

favorise l'évolution de situations dangereuses, en particulier si les règles d'engagement manquent de précision. »⁷⁹

Mais en obtenant l'engagement des États-Unis, le Secrétaire général laisse la mainmise de l'opération à Washington dont le nouveau représentant est l'amiral Jonathan Trumbull Howe, nommé le 9 mars 1993 par le Conseiller à la sécurité nationale Tony Lake. Le commandement de l'ONUSOM II est bien confié au général turc, Çevik Bir, mais ses deux adjoints sont le général américain Thomas M. Montgomery qui commande également les forces américaines en Somalie (USFORSOM), et le Canadien James Cox. De plus, dans la distribution des responsabilités, les rares bureaux à ne pas être dirigés par un officier américain sont pourvus d'un ou deux adjoints venus d'outre-Atlantique⁸⁰.

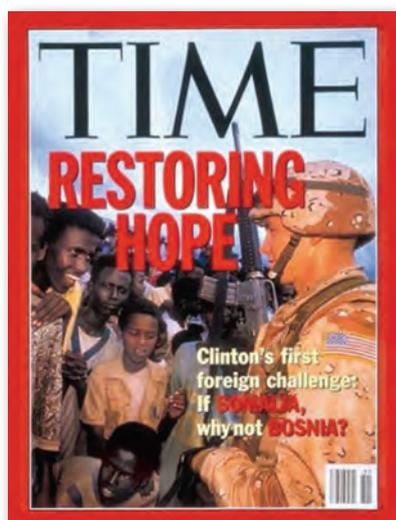
Dans les débats ultérieurs, nombre de discussions ont porté sur la nature et la forme de cette organisation, la question essentielle portant sur l'efficacité d'un commandement international ou d'un commandement national. Mais comme le rappelle Chantal De Jonge Oudraat, quel que soit le système retenu, il importe surtout que plusieurs conditions soient respectées : un objectif clair ; une identification et une évaluation correcte des cibles ; une stratégie militaire adaptée, y compris une stratégie de sortie ; une direction stratégique des opérations volontariste ; un soutien international approprié ; des ressources suffisantes, notamment en termes d'effectifs militaires⁸¹.

79 *Ibid.*, p. 304.

80 *Ibidem*.

81 Chantal de Jonge Oudraat, « L'ONU, les conflits internes et le recours à la force armée », *Annuaire Français des Relations Internationales*, 2000, volume 1, p. 817-830. Lorsque l'ONU demanda le renvoi de l'officier italien qui s'était opposé au général Bir et avait refusé d'engager ses troupes, le gouvernement italien - qui cherchait alors à négocier avec le général Aydid - s'y opposa.

Or, dans le cas de la Somalie, ces conditions n'étaient pas remplies. Les cibles étaient mal identifiées et il y a eu une absence de processus de stabilisation et de reconstruction politique, un amalgame entre action militaire et humanitaire, des forces pour ONUSOM II bien moins importantes que l'UNITAF pour une tâche pourtant plus importante, des troupes manquant de matériel et d'entraînement. D'où des difficultés pour monter des opérations communes, ou encore des contingents nationaux qui, face à l'escalade de la violence, ont parfois refusé d'obéir aux ordres venus du commandement pour en référer à leur propre capitale⁸². De même, alors que l'opération Restore Hope avait été commandée par le général Johnston, qui avait formulé des règles d'engagement claires et s'y était tenu, la situation change avec le passage de l'ONUSOM I à l'ONUSOM II et l'arrivée d'autorités américaines ne connaissant quasiment rien des caractéristiques de la Somalie et de ses habitants, résolue à appliquer un schéma pré établi, nourrissant une dérive de l'opération internationale pourtant en germes dès l'appui à Mahdi.



Couverture du magazine Time au moment de l'entrée en fonction de Bill Clinton

source :

<http://restorehope-somalie1993.blogspot.fr>

4.3 Les dérives de l'opération internationale

L'ONUSOM II se met en place avec son cortège d'incertitudes, de non-dits, de maladresses sous couvert d'un arbitre international qui semble ignorer les règles du jeu local. En mai, au moment où se conclut difficilement à Addis Abeba un accord entre les factions, l'ancien bras droit de Siyad Barre, le général Mohamed Sa'id Hersi « Moorgan » reprend pied dans Kismayo. Les Nations unies sont disqualifiées et la volonté de l'organisation de jouer un rôle de médiateur singulièrement réduite. Comment une telle complaisance peut-elle être comprise par ceux qui ont souffert de la violence de cet homme dont on dit qu'il a fait bombarder Hargeysa par des pilotes rhodésiens rétribués par Abu Dhabi occasionnant ainsi la mort de plusieurs milliers de personnes en mai 1988 ? Pour un Aydid jouant provisoirement les bons élèves dans la capitale éthiopienne, comment comprendre l'attitude des Nations unies à l'égard du dernier représentant en armes du régime déchu et d'un homme s'étant dit quelques mois plus tôt prêt à reconnaître la présidence d'Ali Mahdi ?⁸³

Plus grave, progressivement, l'opération internationale glisse en une campagne de lutte contre les chefs de guerre, à commencer par le général Aydid. Le péché originel de l'intervention internationale en Somalie consistant à soutenir Mahdi n'est pas loin mais, à la faveur de la mainmise américaine sur l'opération et des changements dans le personnel de direction, la dérive s'accélère au point d'ailleurs que la politique des États-Unis et leur manière de procéder deviennent intolérables pour leurs alliés. Dans un document confidentiel en date du 30 juillet, le conseiller spécial de Boutros Boutros Ghali, l'Indien Chinmaya R. Gharekhan, relève que la résolution 837 qui condamne le général Aydid ne donne aucun mandat autorisant son assassinat et l'affiche

⁸² Anne-Claire de Gayffier de Bonneville, *art. cit.*

⁸³ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *art. cit.*, p. 4.

mettant à prix la tête du général, accompagnée d'une récompense de 25 000,00 dollars, est pudiquement qualifiée d'initiative « *d'une sagesse douteuse* ». Le gouvernement italien est plus vindicatif, critiquant la structure de commandement de l'ONUSOM et l'éloignement de la recherche de seules solutions politiques. Les Américains reprochent alors à Rome de mettre en péril l'unité du commandement international, tout en faisant connaître les refus du contingent italien d'appliquer certaines de ses directives⁸⁴.



Véhicule blindé turc

Source :

<http://s3.amazonaws.com/estock/fspid10/15/61/28/9/tank-somalia-mogadishu-1561289-0.jpg>

Bien évidemment, cette tentative de marginalisation des chefs de guerre est inacceptable pour Aydid, qui parvient progressivement à reconstituer autour de lui les solidarités claniques traditionnelles en désignant « l'étranger » comme « l'ennemi ».

« Signés par "des anciens", "des intellectuels somali" ou "la voix du peuple", des tracts anti-américains ont dénoncé "l'oppression étrangère". "Plutôt la mort", disaient les graffiti sur les murs. [...] De 1993 à 1995, la présence de contingents onusiens et américains dans le sud de la Somalie a [...] suscité de vives réactions de rejet et donné toute son ampleur

à la théorie du complot. La motivation humanitaire de l'exercice a été interprétée comme une manœuvre stratégique visant à prendre pied sur la côte somalienne [...]. Suivant les humeurs du moment, le dessein caché des Occidentaux aurait été de piller les épaves archéologiques des fonds marins, de mettre la main sur des eaux très poissonneuses ou, au contraire, d'y déverser des produits toxiques. Certains ont également évoqué de prétendus trafics d'enfants destinés à repeupler le monde industrialisé ! »⁸⁵

Certes, après les affrontements des 3 et 4 octobre 1993, plusieurs représentants des hauts lignages du clan Habar Gidir ont le sentiment d'être allés trop loin. Ils considèrent qu'il faut renouer le dialogue et que le tribut humain payé dans la guerre contre l'ONUSOM est trop élevé. Mais cette sensibilité n'est pas majoritaire au sein du comité des 25, qui compte dix-sept partisans du général. La libération du pilote d'hélicoptère Mike Durant ne doit pas faire illusion : il s'agit seulement d'une concession aux partisans de la négociation. La logique de la confrontation, qui s'est progressivement imposée, est tenace.

4.4 La Somalie au départ de l'ONUSOM

Au moment du retrait des derniers casques bleus, l'avenir de la Somalie paraît bien sombre. Dans le Nord, quelques espoirs sont permis, notamment dans le Somaliland. Mais dans le Sud, la fin de l'ONUSOM scelle un moment de l'histoire somalienne en libérant un potentiel de violence contenue et en redistribuant les cartes entre les différents acteurs. Alors qu'Ali Mahdi, a choisi de jouer la carte des Nations unies et a refusé de participer à la conférence de reconstruction nationale à Mogadiscio début 1995 pour ne

⁸⁴ Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 379-381.

⁸⁵ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *art. cit.*, p. 10-11.

pas cautionner la reconnaissance du général Aydid par la communauté internationale, ce dernier profite du champ laissé libre pour se jeter sur son rival. Si les armes lourdes et les technicals disparaissent à la suite d'accords avec les seigneurs de la guerre, ils n'ont pas pour autant quitté la Somalie.



Troupes américaines quittant la Somalie

Source : http://farm6.staticflickr.com/5174/5414676193_00ef475751_o_d.jpg

Comme le rappelle Marc Fontrier en conclusion de son livre sur l'histoire de la Somalie entre 1991 et 1995, derrière le vide sécuritaire, le départ des Nations unies prépare un phénomène de recompositions et de recherche d'équilibre autour de trois composantes : les autorités traditionnelles garantes du droit coutumier, les gens d'affaires en relation avec la diaspora, et une « troisième force qui habille de religion son intense activité commerciale ». Déjà présente mais attendant son heure pour surgir, « elle propose un espace éthique reconnu par l'ensemble de la population », préconise un ordre moral stable et rassurant, fondé sur la *charia*⁸⁶. Les tribunaux islamiques, réponses locales à l'insécurité autour des anciens de clans et d'autres acteurs, sont en gestation⁸⁷.

⁸⁶ Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 511.

⁸⁷ Roland Marchal, « Somalie : un nouveau front antiterroriste ? », Les Études du CERl, n°135, juin 2007, p. 8. URL : <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude135.pdf>. Consulté le 14 février 2012. Avant 2006, le nombre des tribunaux islamiques est inférieur à dix.

Au plan politique, en 1995, la maîtrise des événements retombe entre les mains des principaux chefs de faction. Pourtant, l'instabilité de leurs alliances, le désarroi social des populations et surtout l'appauvrissement résultant du départ de l'ONUSOM sont proches de les discréditer. Le basculement du pouvoir n'est toutefois pas immédiat et il faut quelques mois voire quelques années pour que les chefs de guerre perdent définitivement leur autorité au profit des nouveaux enrichis grâce au trafic de l'aide alimentaire et aux opportunités offertes par le déploiement de troupes internationales. Mais le processus est en cours, et déjà perceptible. « *Au sein des grands faisceaux lignagers, des scissions se sont opérées et la plupart des partis se sont eux-mêmes partagés en factions hostiles* », contrariant d'autant « *toute tentative de régulation fondée sur la morale clanique.* »⁸⁸

Le glissement s'opère vers toutes les délinquances économiques, tandis que les chefs de guerre sont peu à peu remplacés par des gangs, à commencer par le général Aydid. Ce dernier fut l'un des derniers à porter un projet politique, éventuellement contestable mais bien réel, pour l'avenir de la Somalie, et non une ambition purement lucrative d'entrepreneur et d'homme d'affaires.

⁸⁸ Marc Fontrier, *op. cit.*, p. 511.

CONCLUSION

Si l'intervention militaire de l'armée de Terre française entre 1992 et 1994 en Somalie s'inscrit dans le cadre d'un échec plus global de la communauté internationale, une approche reposant sur la déconcentration du commandement et la connaissance du milieu humain a permis de prévenir une partie des difficultés propres à ce théâtre. Contrairement à d'autres contingents, les soldats français ont pu éviter les pièges de l'opération internationale et, au moment du départ, n'ont pas suscité de vindicte particulière à leur rencontre.

Mettre en avant une certaine idée de la mission et de l'homme n'est cependant pas le seul enseignement de l'intervention française en Somalie. L'expérience somalienne du contingent français de *Restore Hope* puis de l'ONUSOM II est aussi un révélateur de problématiques récurrentes au cours des années suivantes, qu'il s'agisse des opérations en ex-Yougoslavie et même en Irak voire en l'Afghanistan. En fait, à bien des égards, et même si l'on ne s'en rend pas forcément compte à l'époque, l'intervention internationale en Somalie porte en elle les thématiques qui vont constituer le fil rouge des opérations suivantes au cours des années 1990 et 2000 et qui renvoient à la fois à la mission de la force armée, aux terrains d'engagement, aux équipements à sa disposition, au cadre politico-stratégique de l'action militaire, et à l'évolution du format des outils militaires.

Avec la fin du mandat d'ONUSOM II, l'actualité politique somalienne perd peu à peu de son acuité mais les interventions étrangères ne cessent pas pour autant. Les États-Unis et des voisins de la Somalie, après le 11 septembre 2001, au nom de considérations globales visant à lutter contre le terrorisme, de politiques régionales destinées à éviter l'installation

d'un gouvernement dont le projet est jugé contraire aux intérêts nationaux, ou encore de considérations internes, ont contribué à empêcher la reconstruction d'un ordre politique sur les décombres des affrontements de 1992-1995. De ce point de vue d'ailleurs, la création de l'AMISOM en 2007 pour prendre le relais de l'intervention éthiopienne de 2006 ne rompt pas avec les anciennes pratiques. Les États-Unis y occupent une place centrale mais plus discrète, après avoir fait le choix de ne pas intervenir directement en Somalie mais aussi de manière plus générale sur le continent africain.

Ce modèle de la « guerre par procuration » qui ne repose pas sur une action directe seule « mais bien sur la capacité d'influencer [...] le cours des événements »⁸⁹ présente plusieurs avantages pour les Américains et les Européens dans un contexte de ressources de plus en plus restreintes et de méfiance face à l'interventionnisme, après la guerre en Irak et en Afghanistan. Dans le même temps, la trajectoire somalienne constitue un révélateur de difficultés que l'on peut rencontrer dans sa mise en œuvre, d'un point de vue opérationnel mais aussi politique, en raison des interrogations sur la représentativité, la capacité et la volonté des acteurs locaux aux côtés desquels la communauté internationale fait le choix de s'engager. Comme aspiré dans un immense trou noir, le territoire somalien reste depuis vingt ans une épine ou une énième pour la communauté internationale.

89 Georges-Henri Bricet des Vallons, Florent de Saint-Victor et Nicolas Mazucchi, *Conseiller, éduquer, entraîner : la formation d'armées étrangères. Étude comparative des politiques et des pratiques : Asie, Afrique, Afghanistan des années 1950 à 2010*, Étude de l'IRSEM, 2012, p. 131.

ANNEXES

LE DISPOSITIF FRANÇAIS EN SOMALIE EN FÉVRIER 1993

COMPOSANTE	EFFECTIFS	ORIGINE
Bataillon motorisé 1	610 hommes	5 ^e RIAOM de Djibouti avec un renforcement d'une compagnie de VAB du 3 ^e RIMa
Bataillon motorisé 2	530 hommes	13 ^e DBLE de Djibouti, avec un renforcement d'une compagnie de VAB du 3 ^e RIMa
Détachement d'hélicoptères	250 hommes (10 SA330 PUMA et 12 GAZELLE antichar)	5 ^e RHC de Pau
Détachement de soutien logistique	380 hommes	Brigade logistique de la FAR
Base aéroportuaire	200 hommes en liaison avec les 100 hommes du détachement de transport	
Détachement de commandement et d'état-major	150 hommes	Djibouti et FAR

Ce dispositif est complété par la présence d'un avion patrouilleur *Atlantic*, opérant à partir de Djibouti et de quatre bâtiments de la Marine nationale : frégate Georges-Leygues, bâtiment de transport léger (Batral) *EV La Grandière*, transport de chalands de débarquement (TCD) *Foudre* et bâtiment de commandement *Var*.

Source : Colonel Jean-Paul Perruche, « Opération Oryx. Les forces françaises en Somalie », *Armées d'Aujourd'hui*, n° 177, février 1993.

EFFECTIFS SOUS LES ORDRES DU GÉNÉRAL QUADRI (ONUSOM II)

1 ^{er} CONTINGENT 10 mars-26 juillet 1993	COMPOSITION	2 ^e CONTINGENT 26 juillet-15 décembre 1993
11 ^e DP	Un état-major de secteur (86 hommes)	27 ^e DIM
Colonel de Saqui de Sannes	Un bataillon interarmes (BIAS) comprenant :	Colonel Perez
5 ^e RIAOM	Une compagnie de commandement (96 hommes)	13 ^e DBLE
BL FAR	Une compagnie logistique (224 hommes)	BL FAR
5 ^e RHC	Un détachement d'hélicoptères (155 hommes, 6 PUMA, 2 GAZELLE reconnaissance, 2 GAZELLE appui/ protection, 2 GAZELLE anti-char)	1 ^{er} RHC renforcé
5 ^e RIAOM	Un peloton ERC SAGAIE (27 hommes)	13 ^e DBLE
5 ^e RIAOM	Deux compagnies motorisées sur VLRA (276 hommes)	13 ^e DBLE
9 ^e RCP	Une compagnie motorisée sur VAB (136 hommes)	6 ^e BCA
2 ^e RG plus une section XVII RGP	Une compagnie du génie (63 hommes)	2 ^e RG
5 ^e RIAOM plus quelques postes 11 ^e DP (EM)	Deux détachements de liaison auprès du PC ONUSM et du bataillon sous contrôle opérationnel (16 hommes)	13 ^e DBLE plus quelques postes 27 ^e DA

Sources : *SIRPA Actualité*, 15 octobre 1993 et *Terre Magazine*, n° 51, février 1994, p. 13.

LES FORCES FRANÇAISES À DJIBOUTI

(octobre 1993)

État-major interarmées du COMFOR (180 hommes)	<ul style="list-style-type: none"> - 1 compagnie de quartier général. - 1 détachement autonome de transmission.
Forces terrestres (2 430 hommes)	<ul style="list-style-type: none"> - 10^e BCS (490 hommes) : 1 compagnie de commandement et des services, 1 compagnie de transmissions et de quartier général ; - 5^e RIAOM (980 hommes) : 1 compagnie de commandement et des services, 1 compagnie de combat motorisée, 2 escadrons blindés (24 ERC 90), 1 batterie d'artillerie sol-sol 155 BF 50, 1 batterie d'artillerie sol-air (8x30/8x40/1 SATCP) ; - 13^e DBLE (710 hommes) : 1 compagnie d'appui et des services dont 1 section de mortiers lourds et 1 section AC MILAN, 1 compagnie de combat motorisée, 1 escadron blindé ERC 90, 1 compagnie de travaux du génie ; - détachement ALAT (67 hommes) : 5 PUMA SA 330 ; - services de l'armée de Terre : une direction du matériel, un arrondissement des travaux du génie, un commissariat.
Marine (182 hommes)	<ul style="list-style-type: none"> - 1 unité marine (1 engin de débarquement d'infanterie et de chars) ; - 1 patrouilleur 400.
Armée de l'Air (870 hommes)	<ul style="list-style-type: none"> - 9 Mirage F1, - 1 TRANSALL, - 1 Alouette, - 2 Fennec.
Unités tournantes (348 hommes)	<ul style="list-style-type: none"> - 1 compagnie de combat parachutiste (138 hommes), - 1 commando marine (110 hommes), - éléments de commandos de l'air.
<p>Soit un total de 4 010 hommes dont 3 662 dans le cadre des forces de présence, auxquels peuvent s'ajouter les moyens de renforcement planifié.</p>	

Source : Opération ISKOUTIR. Visite en Somalie et à Djibouti du chef d'état-major de l'armée de Terre, 29 octobre au 2 novembre 1993, octobre 1993, p. 21-22.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS MILITAIRES

- Centre d'évaluation et de retour d'expérience (CEREX), « Combats en zone urbanisée. Retour d'expérience des combats de Mogadiscio », *Les Cahiers du RETEX*, n° 4, 2001, p. 1-5.
- DUVAL, JEAND'HEUR, MICHON et SANZ lieutenant-colonel, *Enseignements tactiques : les opérations terrestres de l'armée de Terre des années 1990*, CDEF/DREX, 2005.
- GOYA Michel, lieutenant-colonel, *Sous le feu. Réflexions sur le comportement au combat*, CDEF/DREX, 2006.
- *Opération ISKOUTIR. Visite en Somalie et à Djibouti du chef d'état-major de l'armée de Terre*, 29 octobre au 2 novembre 1993, octobre 1993.
- *SIRPA Actualité*, décembre 1992, dossier « L'opération Oryx » et « Les actions des militaires français dans le monde ».
- *SIRPA Actualité*, octobre 1993, dossier « Point de situation en Somalie ».
- STEWART, Richard W., *The United States Army in Somalia. 1992-1994*, Department of the Army, 2003.
- FONTRIER Marc, *L'État démantelé 1991-1995 : Annales de Somalie*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- GOYA Michel, *Res Militaris. De l'emploi des forces armées au XXIe siècle*, Paris, Economica, 2010.
- HASSNER Pierre, *La violence et la paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*, Paris, Seuil, 2000 (1995).
- JOINT-DAGUENET Roger, *Histoire des Somalis, les Gaulois de la Corne de l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- LA BALME Natalie, *Partir en guerre. Décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Paris, Éditions autrement, 2002.
- PÉROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, *L'aide humanitaire, aide à la guerre ?* Bruxelles, Éditions Complexe, 2001.
- POULIGNY Béatrice, *Ils nous avaient promis la paix*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 2004.
- POSSIO Thibault Stéphane, *Les évolutions récentes de la coopération militaire française en Afrique*, Paris, Éditions Publibook, 2007.
- SMITH Stephen, *Somalie. La guerre perdue de l'humanitaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1993.

OUVRAGES

- BOLTANSKY Luc, *La souffrance à distance*, Paris, Éditions Métailié, 1993.
- BOWDEN Mark, *La chute du faucon noir*, Paris, Plon, 2002, [1999].
- COHEN Samy (dir.), *L'opinion, l'humanitaire et la guerre. Une perspective comparative*, Paris, Fondation pour les études de défense, coll. « Perspectives stratégiques », n° 5, 1996.

ARTICLES

- BACH Jean-Nicolas et ESMENJAUD Romain, « Innovations normatives, résilience des pratiques : À quoi (et à qui) sert l'AMISOM ? », *Sécurité Globale*, hiver 2011-2012, p. 67-82.
- BRODEUR Jean-Paul, « Maintien et imposition de la paix en Somalie (1992-1995) - 1 », *Cultures & Conflits*, n°29-30, automne-hiver 1998.

- CHAUVANCY François et DAUBER Cori, « Image as Argument : The Impact of Mogadishu on U.S. Military Intervention », *Armed Forces and Society*, 27 (2), Hiver 2001, p. 205-229.
- DE JONGE OUDRAAT Chantal, « L'ONU, les conflits internes et le recours à la force armée », *Annuaire Français des Relations Internationales*, 2000, volume I, p. 817-830.
- DUPONT, Pascal, « La Somalie, de la guerre de l'Ogaden à l'intervention de l'ONU », *Défense nationale*, n° 645, 2002, p. 110-131.
- GAYFFIER DE BONNEVILLE (de) Anne-Claire, « L'intervention en Somalie 1992-1993 », *Revue historique des armées*, n° 263, 2011, p. 93-103.
- GERMAIN, Éric, « 2010 : année zéro des guerres robotisées », *Revue Défense Nationale*, n° 740, mai 2011, p. 119-121.
- LE GOURIELLEC Sonia, « L'ONU en Somalie : le refus de l'engagement ? », *Dossiers du ROP*, 23 janvier 2012. URL : <http://www.operationspaix.net/66-dossier-du-rop-lonu-en-somalie-le-refus-de-lengagement.html>.
- MABIRE Jean-Christophe, « Somalie, l'interminable crise », *Hérodote*, n° 111, La Découverte, 4^e trimestre 2003, p. 57-80.
- MABIRE, Jean-Christophe, « La défaillance des États : le cas de la Somalie », *Les Cahiers de Mars*, n° 191, 1^{er} trimestre 2007, p. 23-29.
- MAKKI Sami, MARCHAL Roland, LARCHÉ Jérôme, GRÜNEWALD François, JUAN Bernard et VÉRON Jean-Bernard, « La Corne de l'Afrique : une zone à géopolitique variable », *Humanitaire*, juillet 2009. URL : <http://humanitaire.revues.org/index388.html>.
- MAKKI Sami, « La Corne de l'Afrique, un espace régional sous haute surveillance internationale », *Humanitaire*, 22, juillet 2009. URL : <http://humanitaire.revues.org/index399.html>.
- MARIOTTI colonel, « Instruction et entraînement des éléments engagés », *Métamorphose des missions ? Le soldat et les armées dans les nouveaux contextes d'intervention*, Actes du colloque des 14, 15 et 16 juin 1994, C2SD, décembre 2000, p. 93-99.
- SOREL Jean-Marc, « La Somalie et les Nations unies », *Annuaire Français des Relations Internationales*, 1992, volume 38, p. 61-88.
- THOUVENIN Jacques, « Quelles ressources pour quelles missions ? Le cas français », *Métamorphose des missions ? Le soldat et les armées dans les nouveaux contextes d'intervention*, Actes du colloque des 14, 15 et 16 juin 1994, C2SD, décembre 2000, pp. 142-157.
- TISSERON, Antonin, « La Chute du Faucon Noir. La guerre dans la ville », dans VENNESSON Pascal (dir.), *Guerre et soldats au cinéma*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 91-117.

ÉTUDES ET RAPPORTS

Pour des études détaillées sur les enjeux de la Somalie, consulter les publications de l'International Crisis Group sur la page : <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/horn-of-africa/somalia.aspx>.

- BRICET DES VALLONS Georges-Henri, SAINT-VICTOR (de) Florent et MAZUCCHI Nicolas, *Conseiller, éduquer, entraîner : la formation d'armées étrangères. Étude comparative des politiques et des pratiques : Asie, Afrique, Afghanistan des années 1950 à 2010*, Étude de l'IRSEM, 2012.
- MARCHAL Roland, « Mogadiscio dans la guerre civile : rêves d'État », *Les Études du CERI*, n° 69, octobre 2000. URL : <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude69.pdf>.

- MARCHAL Roland, « Somalie : un nouveau front antiterroriste ? », *Les Études du CERI*, n° 135, juin 2007. URL : <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude135.pdf>.
 - PÉROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, « Interprétations d'un conflit. Le cas de la Somalie », Centre d'étude d'Afrique noire, coll. Travaux et Documents, 2001, p. 15. URL : <http://www.cean.sciencespobordeaux.fr/pageperso/td70.pdf>.
 - CHAVAROT capitaine, « Le SEA en Somalie », *Armées d'Aujourd'hui*, juillet-août 1994, p. 54-55.
 - COLLOMP Florentin, « Une semaine avec les soldats français d'Oryx. Rendre l'espoir en Somalie », *Terre Magazine*, n° 42, mars 1993, p. 11-15.
 - DEMOZ, Francis, « ONUSOM II. Somalie : le bilan de l'espoir », *Terre Magazine*, n° 51, février 1994, p. 12.
 - DUVAL colonel, « Djibouti plaque tournante. D'Oryx à ONUSOM II », *Armées d'Aujourd'hui*, décembre-janvier 1994, p. 52-55.
 - PERRUCHE, colonel, Jean-Paul, « Opération Oryx. Les forces françaises en Somalie », *Armées d'Aujourd'hui*, février 1993.
- On consultera également les différents articles publiés sur la contribution française à cette opération dans les numéros successifs de l'*Ancre d'Or*.

ARTICLES DE PRESSE SPECIALISES

- BONNEMAISON chef de bataillon, « Les combats de Mogadiscio », *Armées d'Aujourd'hui*, octobre 1993, p. 17-19.
- BORÉ Henri colonel (ER), « Se préparer aux interventions extérieures : l'expérience française », *Doctrine*, n° 9, juin 2006, p. 95-99.
- CHAVAROT capitaine, « Les puisatiers des Essences. Le service des Essences des Armées dans l'opération Oryx », *Armées d'Aujourd'hui*, juillet-août 1993, p. 14-16.

CHRONOLOGIE

1990 :

30 décembre : soulèvement populaire à Mogadiscio contre Siyad Barre.

1991 :

24 janvier : des combats se déroulent à Mogadiscio entre les forces dirigées par Mohamed Farah Aydid et les troupes de Siyad Barre.

27 janvier : le palais présidentiel tombe entre les mains des rebelles de l'*United Somali Congress*.

Fin janvier : des éléments des Forces françaises de Djibouti interviennent devant Mogadiscio pour récupérer et évacuer des ressortissants étrangers menacés par le conflit en Somalie.

1992 :

Février : lancement de l'opération Iskoutir sur le territoire de la République de Djibouti.

Avril : Siyad Barre quitte la Somalie.

24 avril : les Nations unies votent la résolution 751 autorisant des opérations humanitaires en Somalie et mettant en place la mission ONUSOM.

15 août : les États-Unis lancent l'opération Provide Relief.

8 décembre : début de l'opération *Restore Hope*.

9 décembre : l'opération Oryx commence. Les premiers soldats français, partis par C 130 de Djibouti, débarquent à Mogadiscio.

11 décembre : signature sous les auspices américains d'un accord entre Aydid et Mahdi.

13 décembre : les premiers éléments français d'Oryx arrivent à Mogadiscio ; le transport de chalands de débarquement (TCD) Foudre appareille de Toulon avec à son bord un détachement de l'ALAT.

15 décembre : le roulier Sainte-Beaume quitte Vannes avec à son bord une compagnie de VAB du 3^e RIMa.

Fin décembre : déploiement des militaires français à Huddur, dans le sud de la Somalie.

31 décembre : avec l'arrivée du bataillon de soutien logistique et de deux compagnies du 3^e RIMa, le détachement français a atteint son effectif prévu avec 2 200 hommes.

1993 :

4 au 16 janvier : première réunion d'Addis Abeba.

8 janvier : un accord général de cessez-le-feu est conclu entre Aydid et Mahdi, et une réunion préparatoire à une conférence de réconciliation nationale est tenue.

13 janvier : un soldat américain est touché à l'épaule par un tireur d'élite à quelques centaines de mètres du stade municipal. Quelques jours avant, un soldat en patrouille avait été tué par une balle dans la tête dans le quartier surplombant l'aéroport international.

25 janvier : des forces américaines et belges attaquent un groupe de combattants du général Mohamed Si'id. Hersi se préparant à attaquer Kismayo pour déloger le chef de guerre tenant la ville.

9 mars : l'amiral Jonathan Trumbull Howe est nommé Représentant spécial de l'ONU en remplacement d'Ismat Kittani.

15 au 27 mars : deuxième conférence d'Addis Abeba.

26 mars : les Nations unies adoptent la résolution 814 qui élargit le mandat des casques bleus et les autorise à agir sous chapitre VII.

13 avril : début de la mission *Oryx II*, déploiement dans le Baay.

4 mai : l'opération *Restore Hope* est remplacée par *Continue Hope*.

5 juin : 24 soldats pakistanais sont tués et 44 blessés dans une embuscade menée par des combattants de la *Somalia National Alliance*.

6 juin 1993 : adoption de la Résolution 837.

17 juin : engagement d'éléments du 5^e RIAOM à Mogadiscio, pour dégager un contingent marocain.

4 août : 4 policiers militaires américains sont tués par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans une rue de Mogadiscio.

22 août : une force interarmées américaine, appelée *Task Force Ranger*, est déployée pour répondre aux attaques menées par les partisans d'Aydid.

3 au 4 octobre : la *Task Force Ranger* américaine perd deux hélicoptères et seize soldats dans les rues de Mogadiscio (auxquels s'ajoutent deux fantassins américains d'une autre unité, et des membres des autres contingents des Nations unies).

6 octobre : Bill Clinton annonce le départ de la force américaine de Somalie dans les six mois.

13 novembre : les forces françaises passent le relais aux soldats indiens dans le Baay.

15 décembre : départ des derniers soldats français d'*Oryx II*. Une centaine d'hommes restent cependant en Somalie dans le cadre d'un détachement d'assistance militaire et d'instruction aux ordres du lieutenant-colonel Michel.

1994 :

18 mars : les derniers éléments français engagés en Somalie ont quitté Mogadiscio pour rejoindre leur base à Djibouti.

25 mars : l'armée américaine a quitté la Somalie, à l'exception de quelques Marines chargés d'assurer, si besoin, le retrait des derniers civils et conseillers militaires restés sur place.

26 décembre : signature d'accords de paix entre le Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) et le gouvernement djiboutien.

1995 :

2 mars : ONUSOM 2 est officiellement terminée.

Ce document est réalisé par la Division Recherche et Retour d'Expérience

Contact DREX : PNIA : 821 753 51 97 - ☎ : 01 44 42 51 97

Infographie (Couverture) : Nanci Fauquet/CDEF Cellule Communication

Maquette : Christine Villey/CDEF Section Publications

Impression & diffusion : EDIACA - 76, rue de la Talaudière - BP 508 - 42007 ST-ÉTIENNE Cedex 01



CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES
DIVISION RECHERCHE ET RETOUR D'EXPERIENCE
1, place Joffre - Case 53 - 75700 PARIS SP 07
www.cdef.terre.defense.gouv.fr